

LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«La liberté est un bain aussi longtemps qu'un seul homme
est asservi sur la Terre.»

Albert Camus

N° **1665**
du 22 au 28 mars 2012



M 02137 - 1665 - F: 2,50 €



Editorial



Ça déménage dans l'Empire du Milieu, vous aurez compris la Chine. Depuis que le Parti communiste chinois s'est reconverti dans l'économie de marché, on va de surprise en surprise... Le non-respect des droits de l'Homme, la non-reconnaissance du droit du travail, on connaissait. Ce qu'on suivait mal, c'étaient les prouesses acrobatiques non comparables avec le grand bond en avant qui ont fait du paradis communiste sur Terre un pays compétitif qui en remontre aux États-Unis. Dernier avatar, l'ex-ministre du Commerce a été remplacé la semaine dernière. Qualifié de «néo-maoïste», selon les médias, il incarnait une autre ligne, plus «douce aux pauvres», moins inégalitaire et plus sociale. Diable, feu le Grand Timonier y retrouverait-il ses petits cochons? Le «mah-jong politique» est d'un autre tonneau dans le pays aux mille fromages. Hollande le bien nommé a beau déclarer partout (ou presque) en Europe qu'il est le seul espoir puisqu'il a éliminé les Verts divers avec des promesses de strapontins dans les ministères. Toutefois, ça branle dans le manche dans les terres socialistes. De Liévin à Marseille en passant par Montpellier, des «affaires» gênent le François aux entournures et plus! Diable, des repas de luxe payés par l'office HLM, des marchés publics truqués, ça met du sable dans les rouages électoraux. Donc, quatre fédérations socialistes majeures dans le collimateur de la justice: l'Hérault, les Bouches-du-Rhône, le Pas-de-Calais et le Val-d'Oise. Du coup, ripostant tous azimuts, les socialistes «dégainent» le vote utile. De son côté, Mélenchon déclare: «J'ai joué de la mandoline jusqu'à décembre, mais j'ai reçu des seaux d'eau froide.» Quant à l'actuel locataire de l'Élysée, il godille entre repentance (séquence «émotions et états d'âme») et piétinage des plates-bandes du FN. Les 35 heures sont (aux dernières informations) au pilori et pire. Pourquoi pas revenir sur les congés payés, pour des vacances au mérite? Histoire de rire un peu, on aura noté qu'«Obélix» s'était endormi pendant le meeting UMP de Villepinte. Aurait-il osé la même chose pendant un discours de son ami Poutine? Va savoir! Dans le monde politique actuel, on découvre, s'il en était besoin, que le discours politique est titillé par les sondages. Ils sont bons donc on durcit le ton et la ligne se raidit. Bonsoir le débat d'idées! On en oublierait la «requête en récusation» déposée la semaine dernière contre le juge instruit du dossier Tarnac par les avocats de Julien Coupat. Tout ça date d'avril 2008 et se paye un jour?

Sommaire

Actualité

- Arcelor contre le pot de fer**, par J.-P. Levaray, page 3
- La Poste: travail cannibale**, par R. Pino, page 4
- Cofinoga, Alcatel: ils s'engraissent**, par G. Goutte, page 4
- Météo syndicale**, par S. Bull, page 5
- Chronique néphrétique**, par Rodkol, page 5
- Les brèves, le strip**, page 6
- La santé des étrangers menacée**, par P. Schindler, page 7
- Schengen et l'Europe**, par P. Sommermeyer, page 8
- Antifascisme toujours**, par Graaf, page 9

Arguments

- Enfermement et contrôle social**, par Divers, page 10

International

- Oakland: retour sur une occupation**, par B. Riley, page 12
- Vers la grève générale en Espagne**, par R. Pino, page 14

Expression

- L'enfance opprimée**, Entretien, page 16

Culture

- Les nouveaux chiens de garde**, par A. Zurvan, page 18
- Actualité de Jean-Pierre Levaray**, par Paco, page 19
- Le voleur de crimes**, par T. de Merignac, page 20

Mouvement

- Du nouveau à la FA**, page 21
- On n'est pas morts**, par M. Vykoukal et G. Goutte, page 21
- Grille de Radio libertaire**, page 22
- Agenda**, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} 25 €
- 6 mois, 25 n^{os} 50 €
- 1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à:

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Sidérurgistes, postiers, la lutte des classes continue

ÇA Y EST, LE SOCIAL ne fait plus la une des médias. Oublié Arcelor-Mittal, oublié Pétroplus. Désormais, il n'est plus question que des élections, des sondages, des petites phrases et des coups d'éclat des candidats aux élections. Le social aura intéressé trois semaines, voire un mois, et il faut passer à autre chose. Le spectacle continue.

Pourtant, outre les destructions d'emplois, les luttes se poursuivent, comme à la Fonderie du Poitou.

Actuellement, les salariés de Pétroplus attendent toujours les financements promis pour les travaux de remise en route des installations (et ce, seulement pour six mois). En ce qui concerne les salariés d'Arcelor-Mittal, les promesses tenues par Sarkozy ne font pas leurs affaires, d'autant qu'en matière de promesses non tenues les sidérurgistes ont déjà donné. Le chef de l'État a assuré que le deuxième haut-fourneau du site repartirait au deuxième semestre 2012...

Mais personne n'y croit. Les 17 millions promis seront investis dans des travaux déjà prévus. Si on en voit la couleur ! Comme disait un salarié : « C'est du pipi de chat. » La direction d'Arcelor-Mittal a d'ailleurs tout de suite tempéré ces propos, conditionnant l'éventuel redémarrage des hauts-fourneaux à la reprise économique. « C'est ce qu'ils nous disent depuis six mois. Si Mittal veut fermer définitivement les hauts-fourneaux, comme à Liège et à Madrid, qu'il nous le dise au lieu de nous faire tourner en bourrique ! Tout ça, c'est de la gesticulation politique pour tenir jusqu'à l'élection présidentielle. »

Du coup, les sidérurgistes se sont invités à Paris le 15 mars dernier avec pour objectif de se rendre au QG de campagne de Nicolas Sarkozy et d'installer une banderole sur la Tour Eiffel. En réaction, Sarkozy a promis de recevoir les syndicats d'Arcelor-Mittal de Florange (pas demandeurs), mais seulement lundi 19 mars à l'Élysée. Si le président-candidat espérait désamorcer l'opération parisienne des syndicalistes florangeois, c'est raté. Les salariés se souviennent que les syndicalistes de Gandrange avaient, eux aussi, en 2008, été reçus à l'Élysée, pour des promesses non tenues. Ayant été accueillis par les flics et après s'être fait gazer, ce 15 mars, les sidérurgistes ont décidé de ne pas rencontrer Sarkozy.

Autre front de combat, celui des postiers

Depuis quelques années, l'obsession des directions de La Poste est de réorganiser les services. Comme le dit Sud-PTT : « Les consé-



quences sont désastreuses pour le service public avec la réduction des horaires d'ouverture ou les transformations en agences postales communales et relais poste commerçants. Pour La Poste, même l'accès des usagers à du personnel postier devient difficile. Il faut envoyer les usagers vers les automates, de la sorte, on fait pression sur les postiers pour qu'ils suppriment leur propre emploi. Pour nos dirigeants, les automates sont simplement des gisements de productivité. »

Cette restructuration, dégradant jour après jour les conditions de travail, instaure un mal-être au travail. Modifications d'horaires imposées, réorganisation tous les six mois, journées ou demi-journées de repos déplacées au gré des besoins, déplacements plus fréquents et plus longs, charge de travail identique mais traitée avec moins d'agents... la liste est longue pour transformer La Poste en diverses structures en voie de privatisation.

Il y a deux ans déjà, le syndicat des médecins de prévention de La Poste avait tiré le signal d'alarme à propos de ce mal-être qui touche toutes les catégories de personnel, du facteur au cadre. Le nombre d'arrêts maladie est en augmentation (22 jours par an et par agent) et surtout les suicides se sont multipliés ces derniers mois : au centre financier de Paris,

à Bar-le-Duc, Mâcon, Saint-Étienne-du-Rouvray, dans les Alpes de Haute-Provence, jusqu'à ces dernières semaines, à Rennes, où un jeune cadre de 28 ans s'est défenestré, laissant une lettre mettant en cause l'organisation du travail, et dans le Finistère où un cadre en arrêt pour dépression s'est pendu le week-end à l'intérieur de la plateforme de tri.

D'autres réagissent autrement, comme ce facteur qui s'est pointé armé dans les bureaux de sa direction.

En tout état de cause, la situation est grave et ressemble à celle qu'a connue France Télécom.

C'est pour ces raisons qu'une première journée de grève était appelée ce même 15 mars...

D'autres initiatives sont en route pour que les salariés puissent se faire entendre pendant cette période électorale et sans illusions quant à l'issue du scrutin, comme cette action dans le secteur industriel ce 22 mars. Comme quoi rien n'est perdu. Reste à faire converger tous ces mouvements. À suivre, évidemment.

Jean-Pierre Levaray

Se tuer au travail

CE N'EST PAS UNE SIMPLE FORMULE IMAGÉE : on se tue aujourd'hui sur son lieu de travail. La Poste est sur les traces de France Télécom. En moins de deux semaines, deux suicides. Le 29 février un jeune cadre (28 ans) avait sauté du dernier étage du bâtiment de La Poste où il travaillait (à Rennes), après avoir pris soin de laisser un message où il décrivait son «*anxiété professionnelle*» et son incapacité à vivre dans un tel «*contexte opprimant*». Dimanche 11 mars, c'est un autre cadre qui était retrouvé pendu dans un centre de courrier (à Tregunc, dans le Finistère). En arrêt maladie depuis début décembre, il a choisi de revenir sur son lieu de travail pour se suicider par pendaison.

Les syndicats dénoncent les conditions de travail directement responsables de ces suicides, et craignent un engrenage semblable à celui existant à France Télécom. La Poste est passée progressivement d'un statut de service public à celui de secteur privé, avec marchandisation à outrance des services, afin de faire passer le taux de rentabilité des dividendes à verser aux actionnaires de 25 à 36 %, puis bientôt à 40 ou 45 %¹.

L'ouverture à la concurrence a changé la donne : il faut faire du chiffre et être désormais rentable. Pour cela, la direction met en place de nouvelles méthodes de management. Méthodes contestées par les employés, mais aussi par une partie de l'encadrement. Depuis 2002, il y a eu 90 000 suppressions de postes (plus de 10 000 rien qu'en 2011).



Suite aux deux suicides, l'Inspection du travail a conclu à «*une faute caractérisée des dirigeants de La Poste qui n'ont pas évalué les risques psychosociaux induits par les politiques de réorganisation*». Ce qui débouche de fait sur la mise en cause de Jean-Paul Bailly, PDG de La Poste, pour homicide involontaire. Ce dernier déclare de son côté «*vouloir ouvrir un cycle d'écoute et de dialogue sur*

la santé et le bien-être au travail», mais s'empresse de préciser «*qu'il sera attentif aux propositions dans la mesure où elles ne remettent pas en cause la stratégie de La Poste*».

Bref, pas de quoi rassurer le personnel. Toutes les enquêtes font état du même mal-être des agents de La Poste qui se sentent «*déconsidérés-invisibles-inexistants [...] occupant leurs fonctions dans un lieu de travail déshumanisé*». Avec plus de travail à fournir et moins d'effectifs, c'est donc une mise sous pression permanente des salariés, pour atteindre des objectifs de profits et non plus pour répondre à une mission de service public. C'est tout naturellement que les différents syndicats demandent l'arrêt immédiat des restructurations à La Poste qui est devenue depuis un an une «*Société anonyme à capitaux publics*».

En France, comme partout, la privatisation du service public est en marche ; en France, comme partout, on nationalise les déficits. En France comme partout, les anarchistes refusent cette double peine qui sanctionne salariés et usagers.

Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

1. Nouvel Observateur en ligne du 12 mars 2012.

Perçons-leur les poches !

NON CONTENT DE VENDRE aux traîne-misère des crédits de merde à taux iniques, Cofinoga s'apprête désormais à foutre des centaines de travailleurs au chômage. Détenue par BNP Paribas et le groupe Galeries Lafayette, la société de crédit a annoncé, en février dernier, la mise en place d'un plan social entérinant la suppression de 433 emplois, sans reclassements. Pourtant, de leur côté, les deux actionnaires sus-cités ont réalisé, en 2011, plus de 6 milliards d'euros de bénéfice.

L'annonce de cette suppression de postes massive avait déclenché un mouvement de grève de grande ampleur dans la boîte, suivi par plus de 95 % des salariés. Mais, depuis, et malgré des promesses d'attention et d'écoute, la direction n'est toujours pas revenue sur sa

décision. Mardi 14 mars dernier, ils étaient plus de 1 500 à manifester dans les rues de Mérignac, en Gironde, pour demander l'annulation des licenciements. M. Azougalli, délégué CFDT chez Cofinoga, exposait ainsi les revendications des travailleurs : «*Nous demandons à nos actionnaires des reclassements acceptables, de bonnes conditions de départ et un projet de ré-industrialisation du site de Mérignac.*» Affaire à suivre, donc.

La veille, le 13 mars, un millier de salariés d'Alcatel-Lucent, venus des quatre coins de l'Hexagone, battaient le pavé de la capitale pour protester contre l'absence d'augmentation de salaire annoncée en février par la direction. La colère était d'autant plus légitime que l'entreprise a réalisé plus d'un mil-

liard de bénéfice en 2011 et que les dirigeants de la boîte, eux, se sont augmentés de... 35 %!

À nouveau, les logiques de profit, inhérentes au capitalisme, mettent des centaines de travailleurs sur le carreau tandis que les actionnaires et les patrons amassent du fric à en faire péter leur coffre. Espérons que les ripostes syndicales seront de taille, proportionnelles à la perfidie de cette classe possédante qui n'en finit plus d'affamer le monde. Que la peur change de camp.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Bénéficiaires de la CMU

La double peine

Le profil du CMiste

Ce n'est pas pour nous surprendre, mais la dernière enquête santé protection sociale (ESPS) confirme les résultats des précédentes études qui ont souligné le moins bon état de santé des bénéficiaires de la CMU comparativement au reste de la population. L'étude rappelle avant toute chose le profil des bénéficiaires de la CMU-C. La proportion de bénéficiaires de la CMU-C vivant dans un ménage d'ouvriers non qualifiés est de 30 % contre 9 % dans le reste de la population. Pour les ménages d'employés de commerce, cette proportion est de 16 % contre 4 %. Quant au taux de chômage déclaré, il est de plus de 60 % parmi les bénéficiaires de la CMU-C contre 8,5 % parmi les autres actifs. Les bénéficiaires de la CMU-C sont jeunes, plus de 70 % d'entre eux ont moins de 40 ans (48,5 % parmi les autres enquêtés). Inversement, les personnes âgées de 65 ans et plus sont très peu nombreuses à bénéficier de la CMU-C. En effet, le minimum vieillesse versé aux personnes les plus démunies à partir de 65 ans (ou à 60 ans en cas d'inaptitude au travail) est supérieur au seuil de ressources qui permet de bénéficier de la CMU-C. Il y a également un peu plus de femmes parmi eux (56 % contre 52 %).

Des pathologies surreprésentées

L'étude montre qu'à âge et sexe équivalents, presque tous les grands groupes de pathologies sont surreprésentés chez les bénéficiaires de la CMU-C. Les troubles mentaux, symptômes (douleur, toux, vertige), les maladies de l'appareil digestif, de l'oreille et du système nerveux central sont les groupes de pathologies qui concentrent les plus gros écarts de prévalence entre les deux populations. Il apparaît que les bénéficiaires de la CMU-C déclarent plus de maladies que le reste de la population. Ainsi, sur les trente et une pathologies ou entités pathologiques les plus fréquemment déclarées (par au moins 1 % de la population), vingt-deux sont, à âge et sexe comparables, significativement plus souvent déclarées par les bénéficiaires de la CMU-C que par les autres personnes. Ce n'est pas une surprise, mais les bénéficiaires de la CMU-C déclarent porter moins de lunettes et de prothèses dentaires que le reste de la population. Il s'agit de soins onéreux et peu remboursés par l'Assurance maladie dont les dépassements forfaitaires sont pris en charge au titre de la CMU-C. Le moindre « appareillage » observé pour les bénéficiaires de la CMU-C pourrait s'expliquer par un renoncement aux soins en lien avec le statut précaire et l'histoire



des personnes bénéficiant de la CMU-C, ou être induit par une offre de soins non adaptée, ce qui témoignerait bien de difficultés d'accès malgré la gratuité théorique de ces soins.

Tabagisme et obésité, mamelles de la pauvreté

L'obésité, facteur de risque de diabète et de maladies cardiovasculaires, est beaucoup plus répandue chez les bénéficiaires de la CMU-C. Le pourcentage de personnes présentant une obésité est 1,7 fois plus élevé : 15 % contre 9 %. En revanche, la fréquence du surpoids est comparable dans les deux populations et s'élève à 24 %. Calculée pour les 16 ans et plus dans l'enquête ESPS, l'exposition au tabagisme des bénéficiaires de la CMU-C est également plus grande : à âge et sexe comparables, le taux de fumeurs des bénéficiaires de la CMU-C est 1,6 fois plus élevé que celui du reste de la population.

Alcoolisme : halte aux idées reçues !

Contrairement aux idées reçues mais conformément à d'autres enquêtes, les bénéficiaires de la CMU-C sont deux fois plus nombreux à déclarer ne jamais consommer d'alcool : 44 % contre 22 %. Toutefois, les bénéficiaires de la CMU-C se déclarent plus souvent à risque d'alcoolisation chronique (10 % contre 8 %) et moins souvent à risque ponctuel (18 % contre 27 %). Au total, les personnes interrogées ayant répondu à l'enquête déclarent souffrir plus souvent que les autres de la plupart des maladies, troubles de santé et présentent plus de facteurs de risque. Mais si grâce à la

CMU-C, les bénéficiaires consultent plus souvent le médecin généraliste, ils sont moins nombreux à recourir à un spécialiste quand bien même leur pathologie le nécessiterait. Les dépassements plus fréquemment pratiqués par les spécialistes, comme les tarifs proposés en optique et en soins dentaires, pour les soins hors panier CMU-C, expliquent en partie ce comportement. Ce dernier est également lié à tout un ensemble de facteurs individuels en lien avec la précarité présente et passée.

Allô ? Hippocrate ?

Les résultats de cette étude montrent que les facteurs de risques comme le tabac et l'obésité sont toujours plus fréquents dans la population ayant recours à la CMU-C, de même que les troubles de la sphère psychique, vraisemblablement en lien avec la précarité sociale, économique et professionnelle vécue par ces bénéficiaires. Et on peut dire que ce n'est pas la casse sociale et sanitaire systématique opérée sous le dernier gouvernement qui a arrangé l'état de santé des personnes les plus précaires. Surtout quand ce type de discours amène certains médecins indéliques et mercantiles à tout faire pour éviter de soigner les bénéficiaires de la CMU-C. Ils sont bien loin du serment d'Hippocrate, ces praticiens qui sont pourtant obligés de le signer lorsqu'ils obtiennent leur diplôme !

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Coup de Tarnac, le retour ?

Quatre militantes et militants de la Fédération anarchiste, ainsi que sept autres camarades d'Action antifasciste, du NPA et d'Alternative libertaire ont été arrêtés à Paris et placés en garde à vue. Il leur est reproché de s'être livrés à des dégradations en réunion. En réalité, leur action était un collage destiné à refuser la banalisation de l'extrême droite et à informer sur la tenue des « Assises nationales de la nationalité, de la citoyenneté et de l'identité ». Dans cette affaire, les forces de répression de l'État ont clairement indiqué quel est leur camp naturel. La garde à vue a été prolongée jusqu'au samedi 10 mars à 22 heures, l'emprisonnement a duré jusqu'au dimanche dans l'après-midi. De toute évidence, le pouvoir d'État a décidé de frapper fort et d'envoyer un message d'encouragement aux fascistes de tout poil. Résistance ! No Pasaran !

Luttes sociales en vrac

Près de 350 salariés de la Fonderie du Poitou-Aluminium d'Ingrandes, placée en redressement judiciaire, ont manifesté devant le tribunal de commerce de Nanterre. Les métallurgistes de l'usine Arcelor-Mittal de Florange (Moselle) sont bien déterminés à poursuivre leurs actions pour obliger leur direction à redémarrer les deux hauts-fourneaux, éteints depuis juillet et octobre. Ils bloquent l'accès aux bâtiments administratifs du site. Les salariés de Laser Cofinoga à Mérignac (Gironde) ont reconduit leur grève, après une première journée d'action suivie à 95 %, pour dénoncer l'absence de proposi-

tions de reclassement pour les 433 postes supprimés.

Avec le PCF c'est possible !

La maire communiste de Villejuif a interdit, par arrêté, les expulsions locales sans relogement au moment où la trêve hivernale de quatre mois s'achève.

Rassemblement des Russes à Paris : à bas tous les tsars !

Le samedi 10 mars, à Paris, a eu lieu un rassemblement des « citoyens » russes contre les fraudes à l'élection présidentielle en Russie. Ces rassemblements sont manipulés par des forces libérales : en s'opposant à l'élection de Poutine, des sociaux-démocrates de tout poil (parmi eux, Europe Écologie) ne nous proposent pas de vraies alternatives au capitalisme ruinant la Russie. Ils ne nous proposent que d'élire de nouveaux tsars. Quelques anarchistes russes et français sont venus à ce rassemblement parisien pour porter une autre voix – celle de l'anticapitalisme, l'anarchisme, la démocratie directe, l'autogestion réelle. Des tracts anarchistes en russe et en français ont été diffusés aux manifestants et aux passants.

Manifs à Lille

Un millier de personnes ont quitté la place de la République vers 14 h 30, direction la Grand-Place puis la place Degeyter à Fives, un quartier qui connaît de grosses difficultés de logement. À l'appel des Ateliers populaires d'urbanisme de Lille et de la FA Lille, pour dénoncer les problèmes de logements et la reprise des expulsions loca-

tives. Très en verve, les militants lillois de la FA se sont ensuite rendus au rassemblement contre le nucléaire (en écho aux manifestations prévues partout en France) où environ 150 personnes ont formé une chaîne humaine sur la Grand-Place, parvenant même à encercler celle-ci et c'est aux cris de « Nucléaire, Fukushima, on n'en veut pas ! » et à grand renfort de banderoles jaunes, que des militants ont investi les marches de l'Opéra avant de traverser le centre-ville.

Faux cul

Après les propos odieux de Claude Guéant sur le halal et les civilisations pas tout à fait égales, Sarkozy a soutenu à la Grande mosquée de Paris que « les musulmans n'ont pas à se sentir blessés par des polémiques qui n'ont pas lieu d'être ». C'est sûr et les anciens du FLN n'ont pas à se sentir blessés quand le même veut interdire la « stigmatisation » des harkis ? Vraiment, n'importe quoi !

Dire non à la chasse aux Roms, c'est possible !

D'expulsion en expulsion, les familles roms de Marseille sont victimes d'une « politique de terre brûlée » de la part de la mairie UMP. Face à l'exclusion des pauvres, des citoyens ont riposté. Dans l'ancien village devenu le 13^e arrondissement de Marseille, six familles roumaines continuent d'y vivre, grâce au soutien et à l'engagement des militants de l'association Rencontres tziganes, qui expliquent : « Face à la politique de la terre brûlée, nous avons décidé de procéder à des réquisitions citoyennes. » Un bel exemple.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



DANS LE FRACAS MÉDIATIQUE actuel, il n'y a pas beaucoup de place pour le syndicalisme. Dans la métallurgie comme ailleurs, il y a eu beaucoup de promesses et pas des moindres. Ajoutez à cela les réunions de couloirs entre dirigeants politiques et des «partenaires sociaux», et vous aurez la toile de fond. Jeudi dernier, des syndicalistes sidérurgistes d'ArcelorMittal avaient l'intention de se montrer dans la capitale... La suite leur prouva que les promesses électorales ne valent pas mieux que les effets d'annonce. Pour faire court, on reprendra ce que disait le responsable CFDT de Florange en Moselle : «Le candidat du peuple accueille le peuple avec des CRS.» CFDT, CGT et FO devaient aller voir Nicolas Sarkozy à l'Élysée lundi dernier, mais la mise en bouche de jeudi leur a suffi. «Les syndicalistes devaient défendre les salariés, pas faire de la politique», a déclaré le locataire actuel de l'Élysée...

Loin des «turbulences» de l'après-68, nous assistons, en Moselle, à un exemple atypique du syndicalisme CFDT du *xx^e* siècle. En effet, Édouard Martin, d'origine andalouse, «incarne le combat des sidérurgistes de Florange contre la liquidation programmée par Mittal». On cherche en vain des critiques qui viendraient du siège de la confédération à Belleville. La bride sur le cou ? «Florange va devenir le cauchemar du gouvernement»; cette expression serait de lui. «Bête de scène», «Dort souvent sur les piquets de grève», «A toutes les qualités pour faire un excellent homme politique», voilà un florilège de ce qu'on peut entendre de ses camarades de l'Intersyndicale. On espère qu'il ne se limitera pas, dans le futur, à redorer le blason du Parti socialiste.

«J'ai demandé au gouvernement de faire preuve d'une mobilisation exemplaire pour assurer l'avenir industriel de la Fonderie du Poitou Aluminium», avait déclaré le président de la République. En lutte depuis l'été 2011, 350 salariés de la fonderie d'Ingrandes dans la Vienne étaient, la semaine dernière, devant le tribunal de commerce de Nanterre. Pour l'intersyndicale (CGT, CFE-CGC et FO), la solution serait la réintégration au sein du groupe Renault. Le tribunal de commerce a prolongé la «période d'observation» jusqu'au 11 avril. À cette date, les offres des candidats à la reprise seront examinées. Qui pourrait faire pression sur Carlos Ghosn, PDG de Renault-Nissan ? Comme dirait l'autre, poser la question c'est y répondre ! Mais avec les mots d'ordre de «ré-industrialisation» de la France on s'enlise encore plus dans le syndicalisme d'accompagnement. Faudrait inverser la tendance. Après la fièvre électorale ?

Ornithorynque en chaleur

Chronique néphrétique

Lettre ouverte au militant qui ne doute pas

CELUI QUI M'INSPIRE ces lignes ne les lira pas : il m'a rendu l'exemplaire gratuit du *Monde libertaire* que je lui tendais, sous prétexte que je ne voterai pas pour son candidat aux prochaines présidentielles. Bon, ce n'est pas la première fois que l'on refuse de me prendre un tract ou un journal, pas besoin d'en faire un article... et pourtant je vais en écrire plusieurs, d'articles, à partir de ce fait que je considère comme pas du tout insignifiant. Au contraire, je pense qu'il signifie énormément sur la situation que nous vivons, et ce depuis quelques dizaines d'années.

Donc : je ne vote pas pour ton candidat (pour l'instant, ne cherchons même pas à savoir de qui il s'agit) ; tu ne lis pas ce que j'ai à te dire. C'est faire preuve, à mon sens, d'un esprit bien sectaire. Maladie très répandue, le sectarisme ! Penser que son camp détient la vérité, a les réponses à tous les problèmes, ne même pas imaginer que l'on puisse poser les questions autrement, sous un autre angle. Ne pas envisager que la réalité soit si complexe qu'elle ne se réduit pas à une seule approche, une seule façon de voir, un seul filtre. Et ne pas chercher à savoir. Avant même de détailler tes arguments, sache qu'à elle seule ton attitude me fait horreur. Elle me rebute, comme elle rebute des millions de gens, entre autres ceux que tu critiques parce qu'«apolitiques». Ceux qui ne «s'engagent pas», qui ne se cartent pas, qui ne suivent pas les consignes et les mots d'ordre lancés par tel ou tel syndicat ou parti. Tu sais, nous sommes un certain nombre à ne plus supporter les militants «bulldozers», ceux qui «pour convaincre» écrasent leur interlocuteur à force d'arguments. Ceux qui ont réponse à tout, avec cette supériorité apparente qui bien souvent les empêche même de dialoguer, d'écouter. Ou ceux qui, lorsqu'ils écoutent, savent rebondir sur le moindre mot, la petite phrase pour continuer leur raisonnement, tels des automates. Bulldozers, ils ont de la pratique : c'est leur métier d'argumenter. Mais ils ne se rendent même pas compte qu'ils sont déjà dans l'arasement, dans la monoculture et dans l'appauvrissement. Après eux, rien ne dépasse, surtout pas la «mauvaise herbe», celle qui vaille que

vaille tient à pousser et à survivre, celle qui dérange leurs plans, leurs schémas idéologiques.

Et tu noteras le paradoxe, camarade, c'est que j'ai envie de te nommer ainsi et qu'en même temps, je sais déjà que tu es mon ennemi. Pas toi perso, mais ton attitude, ton fonctionnement. Parce que ceux qui adoptent ce type de relations, ou de rapports humains, aujourd'hui dans de simples discussions, tôt ou tard s'opposent à ma liberté de penser. La société dans laquelle j'aimerais vivre, je la veux diverse, traversée de pensées multiples, de points de vue autres. Tu ne ressembles pas à cela. Je te nomme camarade parce que je te sais comme moi animé d'un désir sincère d'améliorer la condition de tes contemporains. Mais tu es aussi ennemi parce que je ne peux ignorer que l'histoire est jonchée des cadavres de ceux qui n'étaient pas du bon côté, de ceux qui pensaient autrement que le pouvoir en tel lieu du monde, à telle époque. Encore aujourd'hui. Au nom d'une société meilleure, au nom de l'égalité, au nom de la victoire des exploités contre les exploités, au nom d'une ligne politique que tous doivent suivre uniformément, «en procureurs féroces se changent les archanges». Péremptoire, hautain, tu sembles ne douter de rien ; je doute de tout. Tu fais campagne pour un candidat, en aucun je n'arrive à me reconnaître. Même chez ceux des candidat(e)s dont le discours s'apparente au mien, je décèle toujours, pour avoir été de leurs militants, ou pour les fréquenter dans des luttes communes, ce mépris des autres, cette intransigeance qui se mue si souvent en répression, mise au ban et élimination.

Mon chemin vers l'anarchie, il vient de là. Mais ne pense pas que je te vende ma boutique comme idéale : le sectarisme aussi peut y faire des ravages, et il n'y est pas moins à combattre. Plus : en moi-même, c'est une lutte quotidienne pour y échapper. Nous ne reconstruirons qu'ainsi une alternative politique, après les désastres du *xx^e* siècle, sur les ruines des dogmatismes et des idéologies monolithiques.

Rodkol

Schengen, la forteresse Europe

DONC, LE CANDIDAT PRÉSIDENT trouve que le président candidat n'a pas fait ce qu'il fallait en ce qui concerne la protection de la France pour empêcher les hordes barbares de déferler sur notre doux pays. Si le second n'a pas pu être Charles Martel, c'est la faute des autres pays européens membres de cet accord de défense frontalière ! Oh les méchants ! Faut-il prendre ces propos au pied de la lettre ? Il s'agit bien sûr d'un discours de préau électoral. Nous savons bien que quelque soit le prochain locataire de l'Élysée, il n'y aura pas de retour en arrière, vers une sortie de Schengen. Nous savons tout aussi bien que la tentation de refermer les failles du dispositif policier est toujours forte et utile politiquement. Il faut toujours garder sous le coude la possibilité de rassurer l'électeur de base. Le *Wall Street Journal* publie le 13 mars un article intitulé « Nicolas Le Pen ». Joli raccourci certes, mais les choses ne sont pas si simples.

Mais que raconte donc le candidat ?

« Les accords de Schengen ne permettent plus de répondre à la gravité de la situation. Ils doivent être révisés. » C'est une bonne nouvelle. Nous savons que la crise a pour une bonne partie son origine dans la crise financière. Donc je pense que les spéculateurs resteront à l'extérieur des frontières. Lecteur, ce n'est pas la peine de ricaner ! L'orateur, agité, a continué en assurant qu'il « faut un gouvernement politique de Schengen comme il y a désormais un gouvernement de la zone euro. Il faut une discipline commune dans les contrôles aux frontières ». Puis-je demander, sans rire, au lecteur de se mettre au garde à vous, le petit doigt sur la couture du pantalon. Au-delà du côté caricatural, s'exprime là un discours qui devrait déplaire aux nationalistes. Il y a l'annonce de l'existence d'un gouvernement économique de fait de la zone euro, non démocratique puisque non élu, et la revendication d'un autre gouvernement, politique cette fois et tout aussi peu élu, étendu à la zone Schengen.

La zone Schengen, qu'est-ce que c'est ?

C'est un accord de libre circulation des biens et des personnes. Il concerne tous les pays de l'Europe continentale, Suisse compris. Les pays d'Europe centrale, de la Tchéquie aux pays de l'ex-Yougoslavie, ont signé l'accord mais ne l'ont pas encore mis en application. Ils ne sont pas encore prêts. Cet accord vise deux buts : permettre aux flux économiques intérieurs à l'Europe, tant des personnes que des marchandises, de circuler sans nécessiter de contrôles douaniers, contrôler l'entrée des mêmes flux mais extérieurs en renforçant lesdits contrôles.



Schengen répond d'abord et avant tout aux besoins de base du capitalisme européen. Il doit étendre son marché des marchandises, comme de la force de travail, aussi largement que possible, tout en se donnant les moyens de lutter contre la concurrence extérieure.

Dans ce contexte-là, il est intéressant de revenir à ce que dit le *Wall Street Journal*, porte-parole du capitalisme débridé. Après avoir rappelé que Nicolas Le Pen avait lié le maintien des avantages sociaux à un contrôle renforcé aux frontières, à une diminution drastique de l'immigration, le journal ajoute que ce dernier fait preuve d'une ignorance économique crasse. « La principale menace provient, dit-il, de l'allongement de la vie des Français et d'un taux de natalité trop bas. Bien que le plus haut d'Europe, il n'est pas suffisant pour atteindre la limite nécessaire au remplacement de la force de travail. Seule l'immigration permettrait de maintenir une force de travail active au niveau nécessaire pour financer la prise en charge des pensions de retraite et l'entretien des personnes dépendantes. La première tâche du gouvernement français est de s'assurer que les immigrants soient correctement assimilés et de créer les conditions dans lesquelles ils pourraient prospérer avec le reste de la société française. » Pour l'auteur de cet article, le candidat président va clairement à l'encontre du capitalisme conquérant.

L'invasion, les frontières et nous

Pour Hervé Le Bras, démographe, « la peur de l'invasion » est grotesque (dans *Libération*). Il avance que partout dans le monde, le taux de natalité est en baisse. Il critique aussi notre vocabulaire. Pour lui, « immigré est passif, immigrant est actif. L'immigré est une chose, l'immigrant un travailleur ». Il ajoute que parler de durcir les conditions d'entrée en Europe constitue le pendant aux discours sur l'identité nationale, ce « terme d'identité nationale est particulièrement pernicieux car il laisse croire qu'il existe un type français différent du type anglais, russe ou algérien. C'est une forme culturelle du racisme biologique ».

Aujourd'hui, Schengen, pour ceux qui résident en Europe, est synonyme d'effacement irréversible des frontières, fin du nationalisme et fin du risque de guerre sur le continent européen. Pour ceux qui nous dirigent, cela symbolise la liberté du renard dans le poulailler. Le slogan « No Border » leur va bien, à nous d'y ajouter celui de « justice sociale » pour les faire reculer. Lutter contre les identitaires c'est aussi lutter avec les immigrants.

Pierre Sommermeyer

Il n'y pas de combat antifasciste inutile

NOUS TENONS À RÉPONDRE¹ à l'article «Pas de liberté pour les ennemis de la liberté» paru dans *Le Monde libertaire* n° 1660 et signé du Cercle libertaire Jean-Barrué. En effet, cet article reprend une partie d'un de nos tracts (sans le citer...) pour ensuite caricaturer la lutte antifasciste que nous menons à Bordeaux depuis des années.

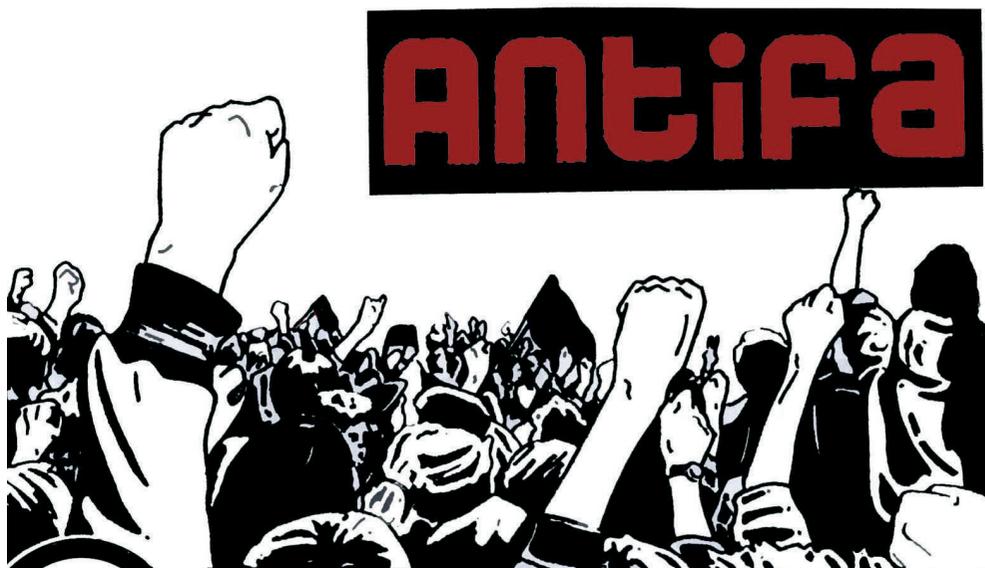
À Bordeaux, les différentes composantes de l'extrême droite sont présentes depuis des années. Leur implantation a été bien facilitée par la mairie qui a donné une église aux intégristes, leur a permis d'ouvrir un collège où les gamins s'éclataient sur des chants nazis. Dies Irae puis les identitaires se sont implantés dans les environs. Ils ont fini par se sentir suffisamment forts pour organiser une des trois marches annuelles nationales anti-avortement. En 2011, le *Renouveau français* s'est offert une retraite aux flambeaux dans les rues de la ville, avec protection policière en prime. Après plusieurs années de riposte dispersée et face à l'inertie générale, des militants anarchistes, syndicalistes et féministes ont décidé d'unir ponctuellement leurs efforts en créant le Groupe de résistance anarchiste antifasciste (Graaf).

Il n'y pas de combat antifasciste inutile

L'argument selon lequel les ennemis principaux sont au pouvoir ne tient pas longtemps : même si le Bloc identitaire, Égalité et Réconciliation, etc. ne sont que des groupuscules, ils cherchent à occuper le terrain par des actions ultraviolentes dont les premières victimes sont les immigrés, les homosexuels, et bien sûr les militants qui les combattent. De plus, ces groupuscules alimentent en idées et en militants les partis plus institutionnels depuis des années. Pour exemple, le concept d'identité nationale est sortie du chapeau du Club de l'horloge ; des ministres comme Longuet, Devedjian et Novelli, pour ne citer qu'eux, sont passés par Occident. Les laisser avoir pignon sur rue ne fait que faciliter la diffusion de leurs idées. Pour nous, il est important de se battre à la fois sur le front des idées et sur celui de leur diffusion. Bref, il s'agit de combattre les idées et pratiques fascistes partout où elles sévissent.

Un combat global

Vu de l'extérieur, on peut avoir l'impression que nous donnons la priorité au combat contre l'extrême droite au détriment d'autres luttes. En fait, c'est juste que nous nous



retrouvons souvent bien seuls quand il s'agit d'actions spécifiquement antifascistes. L'existence même de ces luttes dépend le plus souvent de notre mobilisation, parce que le terrain a été abandonné par les centrales syndicales et les partis depuis bien longtemps. Mais nous sommes bien présents dans les autres luttes, même si nous sommes moins visibles, dans les médias notamment.

Pour mener un antifascisme digne de ce nom, il faut que sa fin et ses moyens soient clairement placés dans un projet anarchiste de changement social. Notre antifascisme est révolutionnaire : nous plaçons la critique de l'État et l'anticapitalisme au cœur de l'analyse du processus de fascisation. Notre antifascisme est également antipatriarcal. Nous refusons l'ordre moral que veut nous imposer l'extrême droite, comme nous refusons de laisser la lutte antifasciste uniquement à des mecs musclés (jeunes ou moins jeunes...) qui savent se battre (et peuvent en témoigner). Enfin, notre antifascisme est internationaliste, car c'est évidemment la meilleure réponse aux logiques nationalistes : abolition des frontières, libre circulation, solidarité internationale, rejet des logiques de guerre, telles sont les revendications indissociables de notre lutte antifasciste.

À Bordeaux, nous agissons depuis des années sur le terrain de la propagation des idées et des pratiques en organisant à l'Athénée libertaire des débats aussi bien sur la question de la lepénisation des esprits que sur la critique de l'État, du capitalisme, du patriarcat, etc. Nous sommes également présents sur

les luttes de sans papiers et les autres mouvements sociaux contre les réformes gouvernementales. Quand les fachos-cathos intégristes ont initié, il y a trois ans, la première «marche pour la vie», nous avons naturellement appelé à une large mobilisation populaire qui a, lors de la deuxième édition, rassemblé 2 000 personnes.

Ni dans la rue, ni au pouvoir, ni dans les têtes, nous ne laisserons l'extrême droite s'installer !

Quand Christine Boutin, Marine Le Pen ou Alain Soral viennent faire un meeting, nous nous mobilisons. Quand une église est gracieusement octroyée aux intégristes, nous nous mobilisons. Quand le Bloc identitaire ouvre un local, nous nous mobilisons. Ces mobilisations passent bien sûr par des manifestations, mais aussi par la diffusion de tracts dans le voisinage, sur les marchés, des collages, l'organisation de réunions publiques. Nous ne crachons sur aucun moyen à notre portée pour faire reculer le fascisme.

Prochaine échéance : manifestation contre la «marche pour la vie», samedi 24 mars à 13 heures, place Pey-Berland.

Le Graaf

(composé par des individus, le collectif anarchiste féministe non mixte, le Groupe anarchiste bordelais, les CNT, Alternative libertaire)

1. Réponse adaptée d'un quatre pages produit et diffusé par le Graaf.

Enfermement et contrôle social



« Lorsque chacun rêve à la mort de l'État, l'État rêve à la mort de tous. »
Nada

CES NOTIONS SEMBLENT difficile à définir. Quand on parle d'enfermement, on pense habituellement à la séquestration, au fait d'être retenu, détenu ou enfermé dans un lieu. On pense aussi à la prison, évidemment. On pense à ses formes les plus spectaculaires dans l'histoire du ^{xx}^e siècle : les complexes pénitentiaires industriels à l'américaine, les camps de détention ou de concentration, le système du goulag. Bref, a priori, lorsqu'on pense le contrôle social, on imagine d'abord un « dedans », avec la prison ou tout lieu où on peut être privé de liberté (hôpitaux psychiatriques, centres de rétention) et en dehors où il y aurait, paraît-il, un certain nombre de libertés reconnues (au moins dans l'esprit du droit) et des faits que la loi, la morale ou l'État considèrent et sanctionnent plus ou moins arbitrairement comme des crimes et des manquements, et qui peuvent conduire à l'enfermement ou au moins à un certain contrôle qui rime toujours avec menace et coercition. De là à considérer que là où il y a pouvoir, il y a contrôle social, il n'y a qu'un pas qu'il peut sembler déraisonnable de ne pas franchir.

Et qu'est-ce au juste, que le contrôle ? Une coercition constante qui veille sur les processus de l'activité (ou sur l'activité elle-même) des individus et quadrille au plus près le temps, l'espace, et les mouvements de ces derniers. Tout ce qui autorise le contrôle minutieux des opérations du corps. Ce contrôle s'est exprimé depuis le ^{xviii}^e siècle sous les formes générales de l'autorité et de la domination dans les casernes, les écoles, les usines ou les prisons. Il faut pour cela :

La répartition des individus dans l'espace

selon un principe de clôture (c'est le principe de l'enfermement qui est déjà commun à la rationalité de l'entreprise capitaliste comme à celle de la prison au moins depuis l'enclosure).

L'assignation des masses mouvantes dans des endroits cernés (chacun sa place et son rang) : on peut penser aux métros, aux RER, aux galeries marchandes et aux prix selon la ville, à la répartition géographique des quartiers et aux déplacements rendus difficiles d'un quartier à l'autre et plus faciles, mais aussi plus onéreux vers le centre des villes ou de la ville vers la périphérie, etc.

Le contrôle de l'activité (emplois du temps rationalisés), le travail est rendu obligatoire (à l'école, en prison, dans la société en général). Par une pédagogie du mouvement, par la notation et le classement, par la surveillance hiérarchique, la société disciplinaire individualise la masse anonyme. Elle sépare. Elle atomise. Là où il y avait autre fois de la communauté ou de la société, il y a de « l'individu » comme base, comme produit fini, comme entité séparée, ou comme fragment et non comme sujet. La société s'est divisée à la fois en classes et en « individus » qui ne se retrouvent sensiblement plus ni dans l'humanité, ni même dans une condition sociale mais comme unités de leurs propres survies forcées de se prendre elles-mêmes comme autant de centres.

Non content d'un tel constat, il faut en conclure que la prison n'est pas tant un lieu qu'une fonction. Ce n'est pas tant un territoire spécifique qu'un moment où l'on se retrouve plus dépossédé encore qu'à l'habitude dans une société d'exploitation : de ses mouvements,

de ses paroles, de son activité, de ses pensées, etc. Tout cela, tout le monde le sait ou le ressent, et c'est pour cela que la prison (le centre pénitentier ou quoi que ce soit qui s'y apparente) est une épée de Damoclès au-dessus de la tête de ceux et celles qui se croient encore libres. Mais précisément, elle ne suffit pas à décrire ou même à définir l'enfermement ou le contrôle. En fait, elle tend même à s'effacer avec le progrès technique devant la myriade d'autres méthodes de contrôle et de surveillance qui se développent pour remplir plus parfaitement et plus rationnellement encore qu'autre fois sa fonction. En effet, et principalement pour une question d'économie (même si l'essentiel des politiques, pour des contradictions liées à l'époque, en particulier en France, y préféreront encore longtemps « la bonne vieille prison »), des moyens de plus en plus modernes (et aussi plus coercitifs) se développent (tels que le bracelet électronique, les différentes formes de contrôle judiciaire, la signalisation génétique systématique – prélèvement ADN –, le simple fait de repousser un procès sur quatre ou cinq ans avec tout ce que ça implique, mais aussi au quotidien les caméras de surveillance, la présence policière permanente, et ses annexes – vigiles et milices de quartier – qui même dans le cadre d'une démocratie pourraient rendre, s'ils étaient pleinement appliqués, la prison quasiment obsolète.

Parce que tout ce qui caractérisait autre fois la prison dans ce qu'elle a de plus essentiel s'est peu à peu appliqué et généralisé à la société : la clôture donc (à la base les entreprises et les champs, puis pour les gares, les lycées, les uni-

versités, les hôpitaux et plus particulièrement psychiatriques, les centres fermés pour mineurs, etc.), la restriction des mouvements dans un cadre géographique strict, l'individualisme de survie et l'esprit de la discipline, le clanisme (la culture du clan tant dans la politique, et l'entreprise que dans la sous-culture urbaine financée par l'industrie culturelle) qui renforcent toutes les hiérarchies, le contrôle permanent des mouvements et des activités, et bien sûr la sanction (les heures de colle ou les rapports et suppressions de bourses dans l'éducation, les avertissements et les retenues sur salaire, les suppressions d'allocations sociales, etc.). Tenter d'appréhender la réalité du contrôle social et de l'enfermement (de la prison à la surveillance en général – qu'elle soit individualisée ou diffuse) en termes « d'infra- » ou de « super-structure » limite en fin de compte l'analyse à un postulat, celui que sous-tend la métaphore « verticale » : à savoir qu'il y aurait une base et des fondations sur lesquelles quelque chose de « plus important » repose. Si cette vision des choses recouvre une partie de la réalité sur des cas particuliers, les structures du pouvoir se montrent en général plus complexes et surtout interactives. Pour l'exemple, on peut dire que la société de classe et l'État (aussi bien qu'un certain nombre d'oppressions connexes) reposent sur la prison. Mais cela n'aurait pas moins de sens de dire qu'il n'y aurait probablement pas de prisons sans société de classe et surtout sans État. En réalité, il s'agit de démontrer en quoi l'existence de ces phénomènes historiques sont liés.

La prison est politique

« Il s'agit de dialectique – comme le dirait Hegel, qui en raison d'État s'y connaissait – entre victoire partielle et capitulation totale. Que ceux qui ne respectent pas cet esclavage nommé démocratie y soient préparés. »

Parce que la prison existe d'abord pour remplir cette fonction de contrôle social, la prison est politique. Elle remplit une fonction dans « la vie de la cité ». Elle est le seul véritable argument du flic, et pour cause, elle est ce pourquoi il est à la fois « respecté », plus souvent craint, et généralement haï. D'autre part, il est évident que si la plupart des « justiciables », des personnes condamnées et par conséquent enfermées ou suivies par des contrôles judiciaires sont de manière ultra-majoritaire des exploités, généralement issus des franges les plus paupérisées du prolétariat de la périphérie des villes ou des campagnes, c'est bien que la prison joue un rôle absolument essentiel dans la domestication de classe qu'exercent à des degrés divers la bourgeoisie industrielle et les classes intermédiaires contre le prolétariat. En réalité, d'un point de vue strictement économique, la prison existe surtout pour maintenir l'existence même du prolétariat et d'autres réalités sociales oppressives plus spécifiques. Elle scelle la division de classe.

Donc, si comme les théoriciens anarchistes du XIX^e ou même Marx et Engels l'ont amplement démontré, la loi est un produit de la sco-

lastique et les droits de l'homme un code pénal pour la bourgeoisie, alors la prison et tous les contrôles qui lui sont actuellement périphériques (au sens où ils en constituent historiquement une sorte de prolongement « bio politique » : pour l'exemple des dispositifs tel que le contrôle judiciaire ou le bracelet électronique comme « prison à la maison ») sont profondément politiques.

Et par conséquent : toutes les prisonnières, et tous les prisonniers sont politiques.

L'argument selon lequel la sphère « revendicative » des actes de protestation ou de révolte posséderait une dimension particulière qu'il faudrait « mettre en avant » est non seulement absurde (parce cela évacue l'aspect politique des actes non revendiqués de rébellion, de révolte, ou de conflictualité sociale au quotidien – soit en ignorant leur existence, soit en négligeant leur importance) mais il est en fin de compte contradictoire avec les analyses généralement défendues par ses partisans. En effet, le concept de « prisonnier politique » chez les marxistes, par exemple, s'assimile à bien des égards à celui de « prisonnier d'opinion » inventé par des libéraux et des sociaux-démocrates, et généralement défendu par eux (Amnesty International pour l'exemple). Ce dernier concept se veut une définition du « soutien » apporté à des personnes emprisonnées pour leurs « opinions », mais qui n'auraient « commis aucun crime » (pas « violé la loi »), ni commis « d'actes violents », ni fait « d'appel à la haine ». Le problème que posent ces expressions conceptuelles, c'est qu'il n'existe pas deux régimes politiques ou deux codes pénaux qui les définissent de la même manière. Qu'il s'agisse de délation ou de protestations formelles ou informelles, un crime ou un délit (ou au moins un acte que la morale réprouve) à Moscou ou même à Washington peut être un « acte citoyen » ou un droit à Paris ou à Athènes, et réciproquement. La relation qu'exerce l'ambivalence du concept de « prisonnier d'opinion » avec celui de « prisonnier politique » est que ceux ou celles qui le défendent font mine de croire que c'est de positions politiques, d'opinions, de pensées ou même de paroles qu'il s'agit. Pour l'État, c'est toujours d'intentions, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, réelles ou supposées et d'actes qu'il s'agit. Parce qu'il est bien plus facile de confondre des accusés de cette manière (et aussi de jeter la confusion chez les potentiels soutiens – on l'a vu encore récemment avec l'affaire des inculpés de Labège fin 2011) et ainsi de les isoler, même en l'absence de preuves. Pour l'exemple, les condamnations qui ont touché les personnes inculpées à la suite des émeutes de mai 2007 dès la fin des élections présidentielles ont été d'une remarquable sévérité, d'une implacable exemplarité justement. Et cela, plutôt indépendamment des convictions politiques (réelles ou supposées) ou de l'absence affichée de convictions des personnes inculpées, mais bien plus sur une base de classe (les plus jeunes et les plus pauvres ont été les

plus durement jugés), et encore sur leurs intentions (voir les rapports de procès dans le dossier du journal *l'Envolée* sur le sujet, et les questions posées par les procureurs) et surtout parce que ce qui est le plus insupportable pour cet État et sa classe dominante, ce n'est pas seulement d'exprimer le fait que les œuvres de sa société la condamnent, mais encore qu'il existe déjà des individus qui veulent en découdre avec elle, et qu'il adviendra fatalement des bouleversements qui la dépasseront. Et qui dépasse largement aussi tout milieu « politique » ou « mouvance », qu'elle soit réelle ou supposée.

Mais les maîtres n'apprécient les vérités que lorsqu'elles ne sortent pas de la bouche de leurs esclaves.

De la terrorisation démocratique à la terreur d'État...

« La démocratie s'arrête là où l'intérêt de l'État est en jeu. », Charles Pasqua, ancien locataire de l'hôtel Beauveau

« Il faut terroriser les terroristes. », tautologie policière paradoxale attribuée au poète d'État Michel Poniatowski. Reprise par d'autres depuis.

Le problème de l'État, c'est qu'il procède de sa nature psychopathologique paranoïaque par définition. Son existence, et plus précisément sa survie, impliquent le contrôle permanent, elles impliquent le fait d'épier, de museler, d'arrêter, de noter, de corriger, de suivre, de juger, d'enfermer, de torturer, de tuer même (ou au moins de « faire mourir »). Elles impliquent au minimum la surveillance permanente de millions d'individus et la violence préventive contre une bonne partie de la population qui pourrait un jour vouloir sa perte, parce qu'il sait que son existence même suscite par définition la volonté de le voir disparaître. Il sait aussi (même lorsque ses fonctionnaires le nient) que la seule véritable terreur est la sienne puisque son existence repose sur le monopole de la violence. Historiquement, le terme même de « terreur » désigne la naissance douloureuse et sanglante de l'État tel que nous le connaissons sous sa forme moderne. « Terroriser » signifie frapper de terreur. Alors évidemment, lorsqu'un juge d'instruction qualifie de « terroriste » un acte supposé de pyromanie sur une dépanneuse, un sabotage de ligne de chemin de fer ou une action scatologique symbolique contre les établissements pénitenciers pour mineurs avec à chaque fois des mois de détention préventive à la clé, on peut se dire qu'il en faut bien peu pour frapper de terreur le monstre froid. On se dit surtout qu'à défaut de rencontrer pour l'instant une véritable menace, l'État se l'invente de toutes pièces. En définitive, à défaut d'être pour l'instant réellement menacé, et par simple mesure de précaution : il terrorise. Liberté totale pour les inculpés « de la dépanneuse », de Labège et les autres. À bas le contrôle social et tous les enfermements.

Des anarchistes qui ne lâchent pas l'affaire

Occupation d'Oakland

Boots Riley raconte



D'après Boots Riley

BOOTS RILEY A ÉTÉ ENGAGÉ dans le mouvement Occupy Oakland dès ses débuts. Boots est un rappeur¹ venu à Paris pour participer au festival Sons d'hiver 2012. Les paroles de ses chansons s'appuient sur l'idée que « nous devons lutter pour avoir un contrôle direct sur notre vie et sur la société ».

En novembre 2010, pendant le mouvement et les grèves contre la réforme du système des retraites, Boots Riley (BR) faisait une tournée en France. Il a joué un soir à Brest et, le lendemain, il prenait le train pour Paris. Soudain, la gare de Brest fut envahie par une grande manifestation d'étudiants et d'ouvriers. Les trains ont été bloqués, et la discussion s'est engagée entre les voyageurs et les manifestants. BR se souvient d'une femme qui s'est mise à crier qu'elle voulait se rendre à son travail. Un jeune manifestant lui a expliqué que sans les luttes collectives du passé, elle aurait commencé à travailler dès l'âge de 12 ans... Un manifestant a reconnu BR pour avoir assisté à son concert :

« Tu as fait un bon concert hier soir mais maintenant, je regrette, nous ne pouvons pas te laisser aller jusqu'à Paris. »

BR a été impressionné par la conscience politique des gens, l'attitude de classe.

« Pourquoi ça n'existe pas aux États-Unis ? Pourquoi notre société est-elle endormie et passive ? »

Il a ensuite envoyé ses réflexions aux gens

qu'il connaît sur Twitter. Puis, à la mi-septembre 2011, le mouvement Occupy Wall Street a démarré. BR s'est rendu à New York et à Zuccotti Park :

« C'était comme un spectacle ! Tous ces gens qui passaient des heures et des heures à discuter, dans un grand charivari, en se demandant ce qu'ils allaient faire des 7 000 dollars qu'ils avaient récoltés. »

Sa première impression a été assez négative.

« Je posais des questions et on me répondait, nous n'avons pas de réponses ! [...] De retour à Oakland, il y avait déjà plusieurs groupes qui se réunissaient et qui discutaient. Certains de mes amis y participaient. » [...]

Les premières discussions ont éclaté au sein d'Occupy Oakland.

« Devons-nous manifester contre les brutalités policières ? Je faisais partie de ceux qui étaient contre. Nous pensions que cela ne pourrait qu'entraîner plus de brutalité. Par ailleurs, les gens des quartiers populaires n'étaient pas tellement concernés. Ils subissent des brutalités depuis des dizaines d'années. Pour eux ce n'était pas une nouveauté. Au lieu de cela, il fallait que nous fassions avancer le mouvement, le développons sans le focaliser sur cette question. »

L'idée d'un appel à la grève générale a alors commencé à faire des adeptes.

BR a commencé à réaliser que « le mouvement Occupy était un mouvement particulier. Un

rassemblement de gens qui n'étaient pas forcément destinés à agir ensemble mais qui se retrouvent obligés de le faire ».

BR revint sur son idée du début et se mit à voir ce que ce mouvement avait d'unique, un mouvement auquel on ne peut pas appliquer les vieilles tactiques et les vieilles idées.

« Les choses ne fonctionnent plus comme dans les livres que nous lisons. Et si l'on agit comme dans les livres, on a du mal à se lier à ce mouvement. »

La raison pour laquelle il ne s'était pas intéressé au mouvement au début devint celle pour laquelle il s'y engagea à fond : « L'idée d'une organisation horizontale, égalitaire, est nouvelle, pour moi et pour beaucoup de gens. » [...]

Aujourd'hui, une des questions qui se posent, c'est la nécessité ou non, pour le mouvement, de disposer d'un lieu. BR fait partie de ceux qui pensent qu'un lieu spécial n'est pas nécessairement une bonne idée.

« Le mouvement va s'y enfermer. Les gens extérieurs ne se sentiront pas concernés et ignoreront les occupants, et l'isolement sera encore pire. »

Mieux vaut rester dehors, dans les rues, sur les places et, avant tout, s'engager dans des actions concrètes, grâce auxquelles Occupy restera lié aux autres.

« Par exemple, réinstaller les gens dans les maisons dont ils viennent d'être expulsés ou s'associer aux ouvriers qui luttent. Certains insistent pour que nous

ayons une sorte de centre social. » [...]

Une dimension originale du mouvement Occupy est qu'il attire un tas de gens différents, d'expériences et d'âges divers. Cela va des anciens Black Panthers, et même des anciens communistes, aux vétérans, aux ouvriers, aux gens des rues et aux SDF.

« C'est curieux, à Oakland, les gens les plus engagés et intéressés par le mouvement sont les militants syndicaux, les ouvriers radicaux qui se sentent isolés sur leur lieu de travail, des militants de la gauche syndicale. » [...]

Selon BR, certains membres de Occupy sont braqués sur la question. Ils ont peur que les syndicats ne récupèrent le mouvement. Pour BR, c'est une erreur. Selon lui, les syndiqués radicaux peuvent faire entrer le mouvement dans les entreprises. [...]

« Il faut d'abord aller parler avec la base. Même si ce n'est pas facile, la dernière chose que nous voulons, c'est une séparation entre le mouvement Occupy et le mouvement ouvrier. »

Certains se focalisent sur la question de la répression.

« Il y a cette idée que toute répression suscitera de la solidarité et favorisera le développement du mouvement. »

BR n'est pas d'accord. Quand les gens ont été gazés dans le campus de UC Davis (Californie), ils s'y étaient préparés. Ils pensaient que cela provoquerait une radicalisation de leurs soutiens.

« Le soutien, ce n'est pas la même chose que s'engager et être actif. Des milliers de gens nous soutiennent sur la toile et de l'extérieur... Mais cela ne représente pas un développement du mouvement. Dans ce cas précis (à UC Davis), le choix d'une action non violente me paraissait correct. Mais la répression ne provoque pas forcément plus d'activité. Les actions concrètes, au contraire, peuvent le faire. »

« Moi et d'autres, nous soutenons plutôt l'idée d'agir pour ramener les gens dans les habitations d'où ils ont été expulsés par les banques. »

BR relate une action récente où des occupants ont aidé une famille à récupérer sa maison. C'était à Oakland ouest, un grand quartier noir pauvre. Quand la famille s'est réinstallée, des voisins ont appelé la police pour les dénoncer. La police a demandé : « S'il y a des occupants qui soutiennent la famille, nous n'intervenons pas. Qui est dans la maison ? » L'informateur a répondu : « La famille et des occupants. » [...] Les forces de police évitent les situations où l'on pourrait croire qu'elles sont du côté des banques.

Le mouvement Occupy a suscité une plus grande participation d'Afro-Américains que d'habitude. Mais, là aussi, il y a des problèmes et des contradictions. Par exemple, la décision de créer des assemblées générales dans les quartiers a été difficile à concrétiser à Oakland ouest. Un des membres actifs d'Occupy est un Afro-Américain, un type charismatique, qui vit dans ce quartier. Il se trouve qu'il est membre de The Nation of Islam. Non parce que c'est un fanatique, mais parce que cette organisation lui a fourni une structure qui l'aide à



fonctionner. Certains, au sein d'Occupy, le critiquent. Comme ils le font pour les gens qui adhèrent à un syndicat. Ils ont peur d'être récupérés et cette attitude correcte les amène à se retrouver isolés. À propos de la communauté noire, il dit que certains membres d'Occupy ne comprennent pas la fierté qu'elles ressentent. Même s'ils vivent dans la misère, ils s'identifient à la ville dans laquelle ils vivent et ils sont très critiques face à des actes de destruction ou de pillage. Ce serait différent si c'était de leur fait, bien sûr.

« Là encore, c'est une situation qui ne correspond pas à ce qu'il y a dans les vieux livres ! Ce n'est pas facile à accepter. »

« Le mouvement Occupy est un mouvement qui nous donne l'occasion de faire des choses. C'est aussi un mouvement à l'échelle nationale, le premier depuis les mobilisations contre la guerre du Vietnam, créé à partie de la base. »

Pour BR, deux aspects sont essentiels.

« D'abord, nous avons réintroduit le mot "capitalisme" dans le vocabulaire social. Avant, il y avait tout ce baratin sur les pauvres, les riches et entre les deux, la soi-disant "classe moyenne". Maintenant, nous parlons de classes, de capitalisme, d'exploitation. C'est accepté et compris. Ensuite, même ceux qui sont contre Occupy sont obligés de prendre en considération que notre perspective anticapitaliste est une possibilité. Cela prendra du temps ; ce mouvement est comme une relation amoureuse. Il faut faire ce qu'il y a à faire pour qu'il dure le plus longtemps possible. C'est un mouvement qui a rassemblé les gens dans une société où l'isolement était considérable. » [...]

Pour BR, le problème du sectarisme a été présent dès le début, mais cela s'aggrave maintenant que le mouvement s'affaiblit.

« Dans les collectifs, les gens deviennent agressifs. »

BR fait partie de ceux qui croient qu'il est nécessaire de faire des compromis avec les gens avec qui on n'est pas d'accord. On doit pouvoir avoir des conceptions différentes et partager néanmoins la même tactique. »

Certains avancent l'idée de créer des groupes autonomes, selon les tendances, lesquels s'uniraient pour faire des choses ensemble. L'idée de pureté se renforce, surtout chez certains groupes anarchistes.

« Au lieu d'essayer de convaincre, ils essaient de séparer, de rejeter ceux qui ne pensent pas comme eux. »

La discussion est très vive à propos de la tactique et des attitudes du soi-disant « black bloc » Pour BR, leur tactique est aussi, d'une certaine façon, basée sur le passé.

« Il faut comprendre que les gens se sont réveillés. La question est peut-être qu'ils ne sont pas prêts à changer les choses. Il est probable que la majorité des gens ne sont même pas d'accord avec nous. D'autres ne nous soutiennent pas forcément à fond. Il faut leur laisser le temps de réfléchir et de se décider et, finalement, de changer, par eux-mêmes. Nos actions doivent prendre cela en considération. »

B. H.

1. I will not take but for an answer, Ursus Minor, avec Boots Riley et Desdamona, Nato Records, Paris, 2010 (www.hopetstreet.fr). Un disque dédié à Langston Hughes (1902-1967), poète communiste noir nord-américain et figure du mouvement Harlem Renaissance des années 1920.

Galop d'essai en Espagne



Ramón Pino

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

LE DIMANCHE 11 MARS, les travailleurs espagnols étaient dans la rue pour manifester leur refus de la «réforme» du travail que le gouvernement de Mariano Rajoy veut leur imposer. Cette réforme est une telle attaque contre le prolétariat que cette fois-ci, les syndicats institutionnels réformistes se sont décidés à lancer un appel à descendre dans la rue, en menaçant, au cas où ils ne seraient pas entendus, qu'il s'agissait là du prélude à une grève générale annoncée pour le 29 mars. Il va sans dire que les centrales syndicales révolutionnaires étaient également parties prenantes de ces mouvements de protestations, elles qui avaient déjà lancé une série d'actions sur le thème «vers la grève générale»¹. On a pu donc voir des centaines de milliers de manifestants à travers tout le pays. Bien entendu (comme chez nous), la bataille des chiffres a fait rage : à Barcelone par exemple, les syndicats ont annoncé 450 000 participants au défilé, alors que la police n'en a compté que 17 000 ! Des cours de rattrapage en calcul semblent s'imposer pour ces chers fonctionnaires. Ce que le gouvernement (pourtant bien aidé par les médias) ne peut nier, c'est l'ampleur du rejet de la réforme qu'il veut faire

passer. Il faut dire que parmi ceux qui ont la «chance» d'avoir un emploi, on trouve de nombreux mileuristas (ceux qui ne gagnent que 1000 euros) qui deviennent désormais des nimileuristas (ceux qui ne gagnent même pas 1000 euros). Un des slogans les plus entendus – «C'est la fin, c'est la fin, c'est la fin de la paix sociale» – était aussi repris par les étudiants également nombreux dans les défilés : la précarisation de leur condition (bourses de 400 euros maximum, la plupart n'ayant d'autre solution pour se loger que de vivre chez leurs parents...), le manque de perspectives à la fin de leurs études, tout cela se traduit par des départs à l'étranger de plus en plus nombreux : «Si tu études en Espagne en cherchant un avenir, tu as trois débouchés : partir par terre, air et mer !»

Du côté de nos camarades anarcho-syndicalistes²

La première réforme du travail du Parti populaire au pouvoir, bien qu'annoncée depuis longtemps, n'en a pas moins été surprenante pour la CNT. Beaucoup pensaient que le Premier ministre Mariano Rajoy n'oserait pas abattre les piliers de la législation sociale. Le

Parti populaire a démontré ainsi qu'il était capable d'être plus réactionnaire que quiconque en Europe, qu'il ne redoute ni les syndicats, ni les travailleurs, et qu'à l'occasion il sait matraquer les étudiants qu'il qualifie «d'ennemis».

La réforme, qui est constituée des desiderata du patronat le plus réactionnaire, n'a pas été élaborée pour réduire le nombre de chômeurs comme veut le faire croire le gouvernement, mais pour diminuer le coût du travail, déréguler les conditions de celui-ci, et diviser par deux les indemnités de licenciements. Il s'agit d'une réforme qui renforce le concept néolibéral selon lequel la seule bonne législation du travail est celle qui n'existe pas ! Ce qui est un pas de plus vers une confrontation directe (sans représentant syndical) entre patron et salarié, maintenant que la désagrégation et la désorganisation de la classe ouvrière favorisent dans l'entreprise ces rapports sans intermédiaires.

Une réforme qui finalement dévoile la réalité de beaucoup de travailleurs qui vivent de l'économie souterraine, où ils manquent des droits minimums du cadre légal. Actuellement, tous les travailleurs se rapprochent de ce monde où le patron est le seul représentant de la loi. La situation est si grave que les CCOO et l'UGT ont dû prendre position contre la réforme, même si c'est avec leur mollesse habituelle. Après avoir appelé aux manifestations du 19 février, et malgré les centaines de milliers de travailleurs qui défilèrent dans la rue, ces deux formations syndicales relâchent la pression pour ne pas inquiéter les marchés, pour ne pas être traitées de «radicales», pour ne pas être accusées de mettre des bâtons dans les roues d'une future – et lointaine – reprise économique, et donc elles mettent leur confiance dans les démarches parlementaires de la réforme, bien que le Parti populaire refuse d'introduire la moindre amélioration au projet.

Mais les travailleurs qui étaient dans la rue le 11 mars ont envoyé un message clair, qui est un non ferme à cette réforme du travail. Pour la CNT, il s'agit donc maintenant de se battre de toutes ses forces contre cette réforme, de s'opposer à toutes les coupes budgétaires qui vont continuer, ainsi qu'à la nouvelle loi sur le droit de grève dont on commence à parler. L'union des travailleurs est désormais plus que nécessaire pour articuler une riposte en tant que classe ouvrière contre cette politique. Pour nos camarades espagnols, la Grèce leur montre ce que peuvent devenir d'ici peu leur économie et leur société : destruction du service public, baisse des salaires, généralisation de la précarité et fin de la protection sociale, alors que dans le même temps on garantit le remboursement de la dette aux investisseurs internationaux.

Pour empêcher cela, il faut s'organiser, entraîner une riposte utile et effective contre tous ces projets qui sont présentés comme inévitables. C'est dans ce but que la CNT impulse un processus de mobilisation vers la grève générale, avec d'autres organisations syndicales combattives, avec les mouvements sociaux et les assemblées de quartiers. Processus de mobilisation qui doit s'étendre et grandir, être digne de la confiance des travailleurs pour être capables d'abord de résister à ces attaques, et ensuite de com-

Pour la journée du 29 mars, la CGT espagnole veut jumeler la grève générale avec une grève de la consommation : «N'achète rien, n'utilise que l'électricité ou le gaz indispensable et minimum, n'utilise pas ta banque; cette grève est dirigée contre les banques, les multinationales, les spéculateurs et les gouvernements qui sont à leurs ordres.»

La CGT poursuit : «On nous dit que ce sont les marchés qui dirigent, qui n'ont pas confiance dans les États, qui leur dictent leurs politiques.» Les représentants de la caste politique et patronale, de la finance, du capital, les commentateurs de l'information et les économistes s'obstinent à désigner les «marchés» comme une espèce de divinité qui édicte les lois régissant la vie. Mais que sont les marchés, sinon les grandes concentrations du pouvoir et du capital : banques, multinationales, fonds d'investissements et grandes fortunes, c'est-à-dire les spéculateurs qui jouent avec notre argent et nos vies pour leur enrichissement personnel ? Toutefois, que seraient les «marchés» si personne ne consommait, ni ne produisait pour eux ?

La surconsommation est le style de vie propre à ce système injuste qui nous exploite, spolie les ressources des pays appauvris, génère une insatisfaction permanente, ne satisfait pas nos besoins et met en danger le sort de la planète.

La CGT (espagnole) appelle à boycotter la banque, les multinationales et les grandes entreprises qui sont les principales responsables de la crise, et à ne consommer aucune sorte de biens, produits ou services le prochain 29 mars.

Il est donc nécessaire de riposter face aux gouvernements et à ceux qui les dirigent dans l'ombre.

Le meilleur complément à une grève générale, c'est une grève de la consommation.

Et ici ?

Comme on peut le voir, la situation en Espagne prend la même tournure qu'en Grèce : priorité à la finance, haro sur les exploités. Qu'on ne se méprenne pas, ici en France nous sommes en apnée préélectorale ; les promesses vont bon train, la démagogie aussi, mais gauche ou droite, la situation sociale laisse entrevoir pour après l'élection présidentielle des lendemains qui déchantent. Alors nous aussi ne restons pas isolés face au système qui nous exploite : organisons-nous, résistons et allons de l'avant.

R. P.



mencer à construire une alternative à ce capitalisme criminel et corrompu qu'ils subissent.

Pour le 29 mars, la CGT espagnole appelle évidemment elle aussi à la grève générale contre la réforme du travail et contre le pacte social. L'objectif n'est pas de négocier cette réforme, mais d'obtenir sa suppression ainsi que celle des autres mesures antisociales qui s'en prennent directement à la classe ouvrière. Pour cela, la CGT continuera d'œuvrer pour la convocation d'une autre grève générale jusqu'à atteindre son but. Elle recherchera l'unité et la convergence avec les autres organisations syndicales et mouvements sociaux qui ont rejeté le pacte social, afin d'appeler aussi à une grève générale européenne en coordination avec le syndicalisme de classe et alternatif au niveau européen.

1. Voir *Le Monde libertaire* n° 1643 («En Espagne aussi c'est la rentrée»).

2. Infos piochées dans les mensuels CNT et *Rojo y Negro* de mars 2012.

C'est pour ton bien

Regards sur l'enfance et l'oppression

SÉBASTIEN (COLLÉGIEN) et Milan (lycéen et animateur de Radio Lap¹) sont venus parler dans Lundi matin² de ce livre qu'ils ont lu et aimé : *Paracuellos*³, et plus généralement de l'oppression spécifique aux enfants et adolescents.

Sébastien : C'est un livre qui parle d'un enfant dans un centre de l'assistance publique espagnole, un orphelinat, en 1953, sous Franco, en Espagne. Des fois, ils s'entraident, mais des fois c'est triste parce que, déjà opprimés par les adultes qui les frappent, entre eux aussi ils se frappent ou se font des mauvais coups. Vraiment, des fois c'est affreux.

Sylvie : Tu peux nous dire quelques passages qui t'ont particulièrement marqué ?

Sébastien : C'est l'heure d'éteindre les lumières, mais ils ont envie de chanter. La surveillante arrive, elle dit : « **Tout le monde debout !** » Il y en avait genre trois qui chantaient et douze dans le dortoir. Et elle leur donne un coup de chaussure dans la main. Le premier a un coup, le deuxième deux coups, etc., jusqu'à douze, et ça recommence. Ils chantaient juste une chanson...

Sylvie : Quand tu es enfant, tu n'as vraiment aucune défense. En particulier comme ça dans un orphelinat, les adultes t'as l'impression qu'ils ont pas beaucoup de limites. Quand des gens sont très opprimés, ça développe pas forcément des pratiques de solidarité, d'entraide, d'amour mutuel et de chaleur humaine. C'est plutôt quelque chose qui rend les gens aigris et qui fait qu'ils répercutent la violence dont ils sont victimes.

Sébastien : Ceux qui font pipi au lit se font humilier. Il y a une surveillante qui dit : « Je vais mettre fin aux pisseux ! » Elle prend un seau, met de l'alcool dedans, l'enflamme, et leur dit de s'asseoir dessus.

Sylvie : Sous Franco, beaucoup de gens ont été torturés jusqu'à la mort. On voit pas pourquoi l'enfance serait préservée dans une

société globalement très violente. La violence des professeurs envers les élèves est totalement occultée. Il y a trois-quatre ans, un prof avait donné une claque à un élève parce qu'il l'avait traité de connard : il y a eu unanimité dans la presse pour dire que le prof avait eu raison. Personne se demande pourquoi l'enfant avait traité le prof de connard, et surtout il y a eu très très peu de voix qui se sont élevées pour dire que ce qu'on veut ainsi faire passer aux enfants, c'est qu'on règle les conflits à coups de beignes. Si c'est ça l'exemple qu'on doit donner, faudra pas venir se plaindre que plus tard les enfants auront retenu la leçon. Est-ce qu'on règle les problèmes avec des coups ?

Laurent : *Paracuellos* se passe en 53, en Espagne, où, moins de vingt ans plus tôt, il y avait eu une révolution, et, en matière d'éducation, sans doute les expériences les plus radicales jamais tentées. Dans toute l'Espagne libre, il y a eu des écoles, impulsées par Francisco Ferrer, un pédagogue libertaire. Alors que, partout ailleurs en Europe, éducation rimait avec humiliation, punition, coercition, on y pratiquait un enseignement basé sur l'autogestion, l'entraide, la coopération entre les enfants et avec les adultes. Comme quoi l'histoire peut basculer dans un sens comme dans l'autre, mais ça prouve aussi que les hommes, les femmes, sont capables, parfois, de réaliser de belles choses, sur des bases radicalement différentes.

Sébastien : Mon prof de maths m'a déjà mis un gros coup de pied dans le dos, parce qu'il a ses petites manies, il doit avoir un couloir à lui tout seul, et il frappe si tu vas dans son couloir. Il nous lance des craies, il nous insulte (« Vous êtes des petites merdes ! »)

Milan : T'essaies de faire des choses ?

Sébastien : Avec ma classe, on avait fait des petits papiers où on avait expliqué chacun ce qu'il nous faisait. Le jour du conseil de classe, le délégué a remis tous les papiers à la directrice : ça n'a rien donné.

Sylvie : En tant qu'enfants, vous avez pas de syndicats, pas de prudhommes, vous n'avez rien pour vous défendre. Les parents ne peuvent rien. Les réunions de la FCPE, par exemple, j'y ai compris ce qu'était un syndicat réformiste : t'es là pour faire tampon et pour servir la soupe au système scolaire. Il est hors de question de remettre en cause quoi que ce soit. Un autre exemple, c'est ce qui s'était passé en centre de loisirs. (Je n'ai pas eu que des retours de Sébastien mais aussi d'autres camarades à toi qui m'avaient raconté la même histoire.)

Sébastien : Un animateur nous a enfermés à clef dans une salle, il a fait tomber mon copain en lui donnant un grand coup de pied, il l'a frappé à terre. Un autre, il l'a projeté sur une table. Le frère de mon copain, il était tout petit et n'avait absolument rien fait, il l'a projeté contre le mur ; il pleurait. Juste après, il nous a donné un bonbon et nous à dit : « Vous dites rien du tout, sinon je vous éclate ! »

Sylvie : Des fois ils en parlent pas du tout à leurs parents. D'autres parents me disaient que leur enfant les avaient suppliés de ne pas en parler, parce qu'après il se retrouvera dans les pattes de la personne qui dira que c'est la parole de l'enfant contre la sienne – et la parole de l'enfant, elle vaut pas grand chose.

Milan : Les violences que j'ai connues, c'était des petites humiliations. Par exemple, je me souviens du prof qui dit à voix haute : « T'écris comme un porc ! » C'était plein de petits trucs comme ça.

Laurent : C'est des traumatismes, puisque des micro-événements on les a dans notre mémoire toute notre vie. Je me rappelle d'un prof qui emmenait les élèves derrière le tableau, on entendait les coups qui tombaient et puis on voyait l'élève qui s'écroulait, K.O. Un truc qui me reste toujours, en maths mon voisin copiait sur moi et à chaque fois le prof divisait la note par deux. Un jour je me suis rebellé et je lui ai dit : « C'est pas juste ! » Il m'a puni en me disant qu'il était pas payé pour être juste. Sébastien

en rigole, mais des nuits entières t'en dormais pas; et dans le monde adulte, c'est pas pour te décourager mais ça continue. Il y a des millions de personnes au travail qui souffrent, qui sont victimes de brimades, de harcèlement, de vexations. Et ce pour quoi nous sommes réunis, associés, organisés ensemble pour lutter, résister, c'est qu'en opposition à ce monde qui est fondé sur la violence des rapports entre les gens, sur la violence de l'exploitation, on veut fonder une société bâtie sur l'entraide, la coopération, la non-violence, l'écoute mutuelle, la solidarité.

Sylvie: Si c'est pire pour les enfants, c'est que l'école est obligatoire. Le travail, c'est pas facile d'y échapper, mais c'est possible. Adolescente, je discutais avec une prof qui me disait : « Vous êtes pas sympa avec moi qui suis une des profs les plus sympas. » ; et je lui dis : « Oui, mais nous on n'est vraiment pas volontaire pour être là. Si jamais j'essaye de me barrer, on va me ramener entre deux gendarmes. Si ça vous dégoûtait à moitié autant que ça me dégoûte d'être là, je vous jure que vous seriez déjà loin. » Et je lui dis que, pour moi, la différence entre un prof sympa et un prof pas sympa, c'est la différence entre un gentil maton et un méchant maton. Je le ressentais vraiment comme ça, parce que j'étais obligée d'être là, de subir ça.

Milan: Moi ce que je supportais pas, c'était les devoirs: tu passes toute la journée dans des cours qui ne t'intéressent pas pour les trois quarts, et tu rentres chez toi, t'as encore une heure de devoirs. Est-ce qu'on demande à un ouvrier de serrer des boulons chez lui? La parade que j'ai trouvée c'est pas faire mes devoirs, ce qui m'a valu pas mal d'engueulades.

Sylvie: Quand tu fais pas ce qu'ils veulent, ils t'en font voir. Ils vont essayer de te casser, c'est évident. C'est le pot de terre contre le pot de fer, t'es pas en position de force. Moi aussi je faisais pas les devoirs, j'apprenais pas mes leçons, comment j'en ai bavé. J'ai été renvoyée, on m'a foutue chez les bonnes soeurs, je suis passée à deux doigts de me retrouver dans les classes de transition, qui étaient appelées les classes poubelles.

Sébastien: Une fois, on avait fait un blocus. Quand la directrice est arrivée, elle a dit : « Je vous exclue définitivement si vous bougez pas tout de suite! » Et presque tout le monde s'est arrêté.

Sylvie: Même adulte, tu peux faire une grève générale que si elle est générale, et une révolte il faudrait qu'elle soit très très collective parce que on est menacé comme vous êtes menacé.

Laurent: Si vous passez à la Librairie du Monde libertaire, il y a un rayon important consacré aux pédagogies interactives, auto-gestionnaires, qui vont dans le sens de déve-



opper l'autonomie de l'enfant. J'ai toujours en mémoire mon instit de CM1-CM2, qui pratiquait la pédagogie Freinet. Ces deux années sont restées pour moi une parenthèse qui m'a marqué profondément, parce qu'on a été écoutés, considérés, on a appris entre nous à être solidaires, on a appris l'autogestion, on s'est émancipés, grâce à cet instituteur qui considérait son métier comme une chance à offrir aux enfants de vivre autre chose. Comme quoi, même en attendant un jour de changer la société en profondeur et sur des bases nouvelles et radicalement différentes, aujourd'hui on peut construire ici et là tout un tas de choses qui peuvent constituer autant de brèches dans l'ordre existant.

1. Radio Lap, animée par des élèves du lycée autogéré de Paris, les 2e mercredi du mois de 17 heures à 18 h 30 et les 3e dimanche du mois de 20 h 30 à 22 heures sur Radio libertaire.
2. Lundi matin, animée par des membres du groupe libertaire d'Ivry, le lundi de 11 heures à 13 heures sur Radio libertaire.
3. Carlos Gimenez, *Paracuellos*, Éditions Fluide Glacial;

Fais pas ton cinéma !

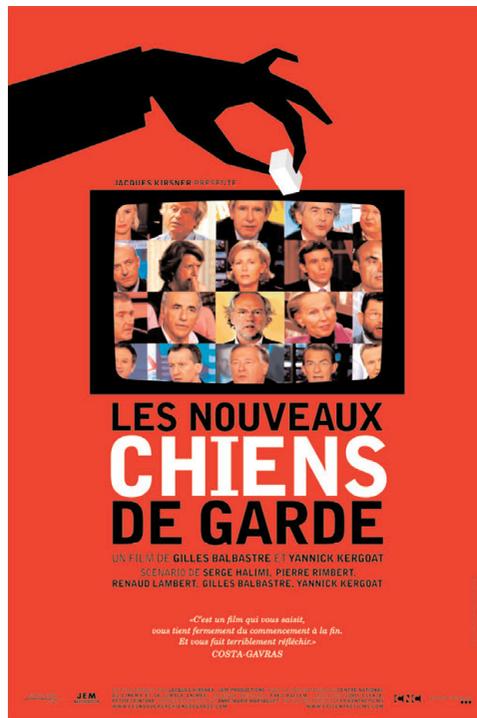
Les chiens de garde

TRISTE CONSTAT! Il fut un temps où les chiens aboyaient quand passait la caravane. Finie, cette époque où la roulotte de leurs maîtres excitait la révolte de la gent canine. Aujourd'hui, le cadavre monte dans la caravane. Il se précipite pour lécher les bottes de son maître et faire le beau et saliver pour recevoir son sucre.

Le documentaire de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat qu'ils ont intitulé, par référence à deux bouquins signés par Paul Nizan (1932) et par Serge Halimi (1997), *Les nouveaux chiens de garde*, raconte les mésaventures de ces journalistes empressés de satisfaire aux caprices de leur patron. Une série de tableaux instructifs nous fait participer, en tant que spectateurs, heureusement, aux turpitudes de cette secte arrogante et puissante, composée de journalistes, d'économistes de bazar, de politiciens et financiers véreux (pléonasmes) et de capitaines d'industrie à «l'intelligence économique» surdéveloppée.

Quand on voit Arnaud Lagardère, rigolard, flatter la croupe d'Elkabach chez Drucker, comment ne pas penser à cette société du spectacle dont parlait Debord? Un spectacle qui ne fait pas rire, car nous faisons lourdement les frais de la mise en scène. Bien sûr les pitreries d'Alain Duhamel s'égosillant à démontrer que la presse, les médias comme on dit, sont libres pour la lumineuse raison que plus de cent «chaînes» (de télé) au lieu d'une seule du temps du général rendent plus «libre» le téléspectateur de disposer d'informations diverses et concurrentes, et de mieux se faire son opinion, on peut rire. Mais le tragique c'est que ce personnage, comme ses complices, martèle chaque jour, sur tous ces fameux «médias», le discours du maître. Le chien Duhamel est bien au chaud dans la caravane.

Autre constat : depuis qu'il est à l'abri dans les palais dorés de ses protecteurs, le chien de garde devient hargneux et prêt à mordre celui qui ne plie pas l'échine. Ainsi voit-on Pujadas sur France 2 s'adresser à un délégué syndical d'une entreprise menacée de fermeture pour l'inviter fermement à faire cesser les «violences» dont les patrons seraient victimes. De



même voit-on Calvi, sur une autre chaîne, se mettre en colère contre un jeune invité issu du monde des banlieues qui refusait de condamner la révolte de ses compatriotes. Le chien ne chante plus contre la caravane. Promu chien de garde, il mord ceux qui chercheraient noise à son patron.

Mais je ne vais pas tout vous raconter. À vous d'aller voir le film et de juger.

Ce qu'on peut cependant souligner, c'est que cette pertinente critique des journalistes repose sur leur attachement sans faille au monde des pouvoirs en place. Cette soumission, cette servilité du dogue ou du caniche bien dressé, non seulement en fait des portes-voix, voire des portes-flingues de leurs supérieurs, mais fait qu'ils s'enrôlent volontairement dans les milices politico-patronales et, ce faisant, en multiplient la force. Leur engagement dans le camp des «dominants», dirait Bourdieu, en fait des ennemis de la justice d'autant plus pervers qu'ils déploient tout leur arsenal de décervelage et d'abêtissement de la société.

Le combat pour recréer un monde journalistique honnête qui semble être proposé dans ce film ne peut pas se limiter aux médias. Il est, sans aucun doute, étroitement lié à la bataille globale contre l'organisation capitaliste du monde. Et, si l'on regarde le moment présent, celui de la propagande sinistre pour la fête de la «souveraineté populaire» du mois de mai 2012, le rôle de ces chiens de garde est particulièrement néfaste. Car leur pitance est en jeu. Il faut conduire la foule habilement décervelée par leurs soins à l'abattoir vota-

toire. Il leur faut un chef. Sinon, qui garder, quoi manger? Alors, ils battent le tambour. Allez choisir, comme nous, un maître, ancien ou nouveau, peu importe. Pour nous, la gamelle est toujours fournie. Quant à vous, peuple souverain, contentez-vous des restes. Et surtout, n'incommodez pas, par vos criaileries, ceux qui, généreusement, nous offrent pitance. De toute façon, ne vous faites pas de mouron. Comme dit l'autre, si les élections devaient changer quoi que ce soit, il y a fort longtemps qu'elles seraient interdites. Nos candidats, anciens ou futurs précepteurs, sont tous d'accord pour faire du bon capitalisme. Dur ou mou, mais «capital». Vous avez vu en Grèce, cet automne. Quand les politiques, ces «strawmen» (hommes de paille), comme dirait Bourdieu, ont voulu interroger le populo par référendum, avec risque de mordre les mollets du capital, on les a fait rentrer dans leurs tanières, ces révoltés hellènes qui aujourd'hui crèvent de faim. Rassurez-vous. Nous n'aurons pas à parler de «chaos», comme Libé, à l'époque. Rien ne changera. Nous n'écrirons pas, comme notre collègue, chien de garde au Monde: «Imagine-t-on un peuple accepter unanimement une purge aussi violente et dire que chez les peuples mécontents l'exercice de la souveraineté populaire est la pire des choses?»

À peine de renoncer à être, à être soi, à être homme, à être journaliste, il faut faire face. Celui qui se révolte, dit Camus, est celui qui se retourne, se dresse et fait face. C'est bien dans ce face à face avec ce qui l'entoure, ce d'où il sort, la société, que l'individu se construit. C'est dans ce milieu ou il baigne qu'il développe sa propre capacité d'agir, exerce sa volonté personnelle, prend la mesure de sa force, exerce son esprit critique. C'est dans ce face à face, ce va et vient permanent qu'il apprendra à maîtriser les outils nécessaires à la compréhension de la société qu'il affronte, de son propre rôle dans les conflits qui agitent ce monde, et pour celui qui se refuse à n'être qu'un chien de garde, de son métier de journaliste.

Archibald Zurvan

Un beau tir groupé pour Jean-Pierre Levaray

CHAUDE ACTUALITÉ pour l'auteur libertaire Jean-Pierre Levaray. À son actif, une nouvelle BD avec Efix, un roman saignant, un livre jeunesse attachant et un film de Rémy Ricordeau tiré de l'explosif Putain d'usine.

Acte I. Après *Putain d'usine* et *Les Fantômes du Vieux-Bourg*, Jean-Pierre Levaray et Efix s'associent une nouvelle fois pour une mise en images de *Tue ton patron*, roman incisif publié en 2010 chez Libertalia. Les deux premières BD étaient sorties chez Petit à Petit. Entre-temps, l'éditeur normand a intégré le groupe La Martinière. Présentée comme le troisième tome de *Putain d'usine*, la version BD de *Tue ton patron* est dans la même veine rouge et noire que ses petites sœurs.

Nous retrouvons un chômeur qui pique une grosse colère contre Pelletier-Raillac, le big boss de FFI© qui l'a flanqué à la porte après vingt-cinq ans de boîte. Plan de sauvegarde de l'emploi... Le banni, viré par sa femme par-dessus le marché, prépare patiemment sa revanche. L'ex-militant syndical va jouer au transformiste pour infiltrer le siège social de la multinationale. Tour à tour faux vigile, faux larbin et faux chargé de com'sous des noms évocateurs (Guy Debord, Marius Jacob, Paul Lafargue), le tueur (très) amateur ne quitte jamais son Parabellum 9mm, Star modèle B. Un flingue qui appartenait à un combattant de la CNT espagnole. Cadeau d'un ancien collègue bien barjot. Bref, ça branle dans le manche du côté de la Défense, copie conforme de Gotham City.

Comme dans les deux précédents romans graphiques, Efix présente un travail sous tension avec des perspectives qui éclairent l'œil et l'esprit. Manœuvrant entre grisailles ouvrières et provinciales, scènes obscures du monde de la finance et clarté méditerranéenne d'une blancheur aveuglante, l'artiste joue sur tous les tons pour mettre en valeur les ombres et les lumières d'une fiction qui pourrait devenir réalité. Qui sait, au rythme où vont les choses... Fidèle à l'original dont le texte défile parfois comme une voix off inquiétante, Efix, connu pour ses jeunes femmes pulpeuses, sait aussi croquer du 100 % méchant, genre vieux comics quand ça chie des bulles bien carrées. Batman fait d'ailleurs une furtive apparition. La fin, que nous ne dévoilerons pas, résonne curieusement en ce début 2012. Le justicier redé-

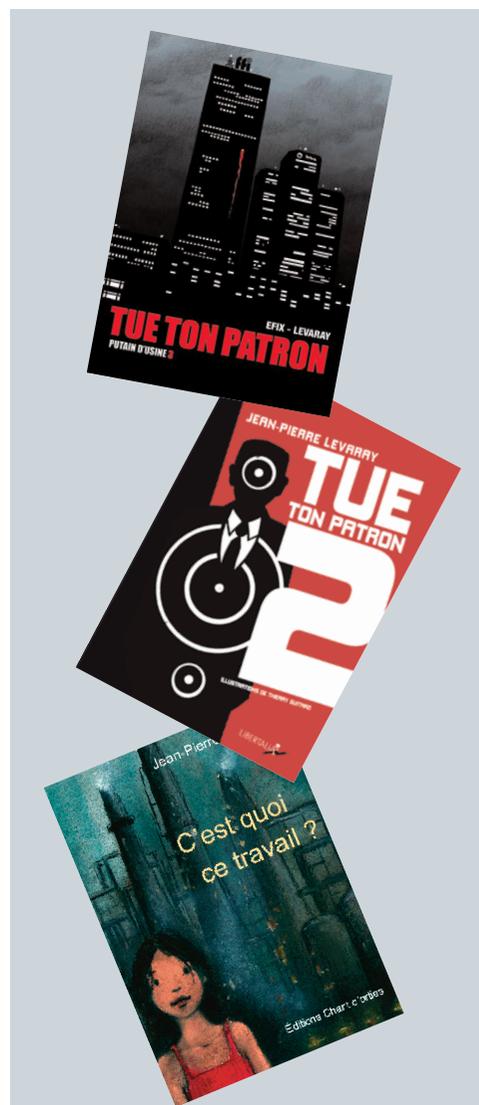
marre une nouvelle vie en Grèce en se demandant si c'est un bon choix... Une chute qui appelle une suite!

Acte II. Après avoir publié *Tue ton patron* (illustré par Gil), les éditions Libertalia tirent une seconde cartouche avec *Tue ton patron, saison 2* (cette fois illustré par Thierry Guitard). Dans le premier, on l'a vu, le rebelle agit en solo. Dans le second, c'est le «tous ensemble» qui prime. Enfin, si l'on en croit le communiqué de presse. Le livre a un peu de retard... et n'est donc pas entre nos mains comme c'était prévu. Partie remise!

Acte III. La scop audiovisuelle Les Mutins de Pangée (Bernard ni dieu ni chaussettes, Chomsky & Cie, *Fin de concession*, *Grandpuits & Petites victoires*, *Mourir? Plutôt crever!*, *Prévert et champs de révolte...*) s'apprête à sortir un coffret qui comprend le livre *Putain d'usine* et le film éponyme de Rémy Ricordeau où Jean-Pierre Levaray et quelques collègues reviennent sur leurs nuits en bleu, sur le temps perdu à gagner sa vie, sur les espoirs déçus, sur les sentiments de gâchis, bref, sur l'envie de vivre avant de passer l'arme à gauche... Sortie prévue le 24 avril. En commandant dès maintenant, vous soutenez la diffusion du coffret et vous bénéficiez de frais de port gratuits.

Acte IV. Avec *C'est quoi ce travail?*, Jean-Pierre Levaray publie son premier roman jeunesse aux éditions Chant d'orties (également éditeur de *À quelques pas de l'usine* qui a donné la BD *Les Fantômes du Vieux-Bourg* citée plus haut). Entre des pages illustrées par David Rebaud, Levaray se met dans la peau d'une fillette qui s'interroge sur le travail de son père. Un vrai taiseux son vieux. Entre naïveté et bon sens, la gamine se pose des questions sur les 3-8, sur les tenues de travail (doit-il porter des tenues de cosmonaute?), sur les mauvaises odeurs, sur les grandes cheminées qui crachent des flammes, sur les dangers. À l'école, on apprend aux petits à mettre du Scotch autour des fenêtres pour bien se confiner en cas d'accident. «Et si les vitres explosent?», demande un môme futé. Et puis la boîte ferme. D'autres questions surviennent. C'est quoi la grève? C'est quoi le chômage? On se demande où l'auteur va chercher son inspiration.

Paco



– Efix et Jean-Pierre Levaray, *Tue ton patron*, éditions Fetjaine/La Martinière, 144 pages, 16,90 euros.

– Jean-Pierre Levaray, *Tue ton patron, saison 2*, éditions Libertalia, 138 pages, 8 euros. Illustrations Thierry Guitard.

– Jean-Pierre Levaray, *C'est quoi ce travail?*, éditions Chant d'orties, 34 pages, 7 euros. Illustrations David Rebaud.

On peut commander en prévente le coffret *Putain d'usine* (2006, 52'), *Inventaire avant liquidation* (2012, 54') de Rémy Ricordeau sur le site des Mutins de Pangée: <http://www.lesmutins.org/> Prix: 12 euros.

Le voleur de crimes

POURQUOI S'INTÉRESSER à ce qui a pu se passer entre le 5 juillet 1964 et le 3 octobre 2005 ? Soit une période de quarante et un ans et presque trois mois... Tout simplement parce que la justice française s'est crue autorisée à pouvoir maintenir en prison un homme condamné à la réclusion criminelle à perpétuité mais dont elle n'est pas certaine que celui-ci soit bien l'auteur du crime pour lequel il a été condamné.

Est-ce à dire qu'en France, pays des droits de l'homme et surtout donneur de leçons *urbi et orbi*, on peut, judiciairement parlant, déconner à pleins tubes ? Malheureusement, la réponse à cette question est... oui.

L'affaire Lucien Léger en est l'exemple le plus probant. Ce constat affligeant fait l'objet d'un ouvrage remarquable coécrit par Jean-Louis Ivani et Stéphane Troplain. La démonstration est édifiante. On peut même penser que sans les interdictions faites aux auteurs pour accéder à certaines archives, celle-ci aurait été implacable.

Entrer dans ce livre, c'est comme s'aventurer dans le marécage putride de certaines enquêtes judiciaires. En France, mais aussi un peu partout, quand un crime est commis on cherche son auteur. Quand on n'arrive pas à le trouver, on change de registre. En effet, c'est à ce moment que les services enquêteurs se mettent en chasse d'un « coupable » présentable. Tous les moyens sont bons pour y arriver. Le zèle ou l'aveuglement du juge d'instruction chargé de superviser tout cela est évidemment un plus.

Pourquoi aller s'emmerder à instruire à décharge quand une bonne instruction à charge va recueillir l'assentiment de presque toutes les parties prenantes ? Et dans ces cas-là, soyez sûrs que la machine infernale qu'est l'institution judiciaire pourra compter sur ces bouffons des temps modernes que sont les experts psychiatres. Ces messieurs-dames n'auraient-ils pas d'avis ? Bon prince, la justice française va leur permettre d'accéder à l'entier dossier pénal du « coupable » présentable avant d'aller l'entendre. De quoi leur forger un avis qui aille dans le sens du poil. Le torchon qu'ils rendront, autrement appelé « conclusions », viendra conforter le magistrat, sourd et aveugle, à la manœuvre.

Notons en passant une curiosité française...

Alors que tout témoin appelé à venir témoigner à la barre d'une cour d'assises est tenu de prêter serment, c'est-à-dire de « dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité », figurez-vous, cher ami lecteur, que les experts psychiatres en sont dispensés. Bref, qu'ils peuvent venir dire n'importe quoi et son contraire. Ces savants Cosinus sont les fossoyeurs du système qui, bien souvent, se fourvoie en gobant toutes leurs conneries. Mais, me direz-vous, pourquoi en est-on arrivé là ? En France, on ne change pas un système « perdant-perdant », surtout quand il concerne l'institution judiciaire. Un certain nombre de malheureux, ayant le profil de « coupable » présentable, en ont fait les frais. Lucien Léger fit partie du lot. Et que dire du pouvoir politique qui eut à gérer son cas !

1981... Mitterrand est élu, avec M^e Badinter à la Justice. La peine de mort est abolie. Une demande de grâce visant à commuer la réclusion criminelle à perpétuité de Lucien Léger en vingt ans de réclusion criminelle est présentée par M^e Juramy, un avocat pénaliste très connu. Précisons que la peine de vingt ans démarre au moment de la décision rendue. Dans le cas Léger, il a déjà derrière lui dix-sept années d'incarcération et, en cas de grâce accordée, on lui en remet vingt au compteur. C'est donc loin d'être un « cadeau ». Eh bien, figurez-vous, cher ami lecteur, que Léger se vit refuser cette demande de grâce. C'est dire si, dans ce beau pays qu'est la France, il vaut mieux ne pas se retrouver dans la peau d'un « coupable » présentable. À moins d'avoir la révélation que, martyr, c'est devenu votre cause. On fait difficilement pire.

Maintenant, me direz-vous, on peut toujours déposer une demande de libération conditionnelle. Oui, mais dans le cas Léger, il aurait fallu qu'il fasse repentance : c'est-à-dire qu'il vienne faire son acte de contrition, c'est-à-dire qu'il vienne dire qu'il regrettait d'avoir commis ce qu'on lui reprochait. Seul bémol, mais de taille : il ne l'avait pas commis.

Alors, me direz-vous, qu'est-ce qu'il se passe, dans ce cas-là ? On se retrouve en effet face à un constat de carence. L'institution judiciaire ne peut pas admettre qu'un individu déclaré coupable par le système « perdant-perdant » puisse venir dire qu'il ne peut

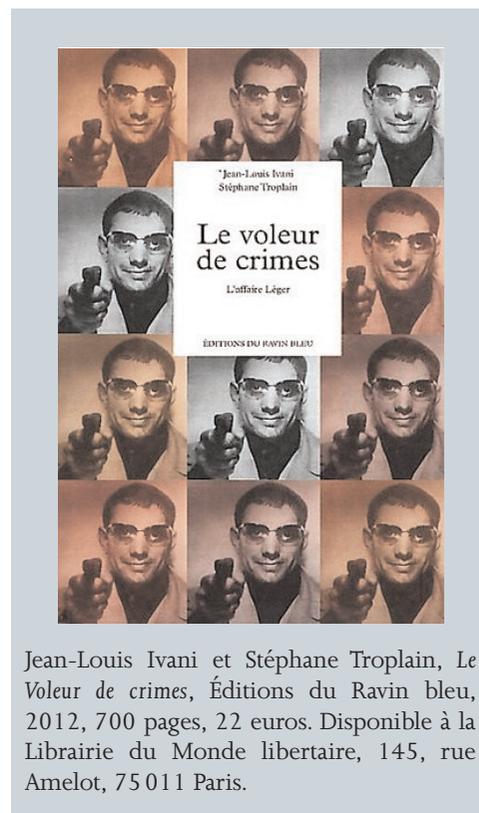
pas se repentir d'un crime qu'il n'a pas commis et pour lequel il a été condamné. Résultat des courses : libérations conditionnelles refusées et vogue la galère.

Tous les Tartuffes qui se sont succédé place Vendôme n'ont toujours pas compris que le système pénal était à bout de souffle. On attend, en vain, celui ou celle qui sera capable de nettoyer les écuries d'Augias que sont ces postes clefs occupés par les hauts fonctionnaires en charge du domaine des libertés publiques. Ces gens-là sont totalement déconnectés des réalités et leur pouvoir de nuisance est phénoménal.

La lecture du *Voleur de crimes*, ce n'est pas seulement prendre connaissance d'un essai brillant sur un cas d'école, c'est aussi réfléchir intensément sur le monde qui nous entoure et surtout se demander ce que l'on peut faire, individuellement ou collectivement, pour que cela change.

Bonne lecture à tous.

Philippe de Mérignac



Jean-Louis Ivani et Stéphane Troplain, *Le Voleur de crimes*, Éditions du Ravin bleu, 2012, 700 pages, 22 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75 011 Paris.



Souscription en soutien au

*Monde
libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la
liste des souscripteurs du mois écoulé.

Février 2012

M. A. Menard (56) : 30 euros
 M. J. Ulpat (74) : 10 euros
 M. R. Landreau (33) : 20 euros
 M. Frédéric Fece (internet) : 10 euros
 M. J.-F. Aupetitgendre (30) : 30 euros
 M. G. Arronis (32) : 50 euros
 M. B. Hennequin (13) : 100 euros
 M. A. Prima (13) : 25 euros
 M. J.-L. Etchegaray (64) : 5 euros
 Mme. C. Barrachin (69) : 5 euros
 M. M. Rieusset (30) : 7 euros
 M. A. Gillet (93) : 30 euros
 M. Y. Brunet (31) : 50 euros
 M. Yves Pechabadens (internet) : 75 euros
 Le Cri du Peuple (87) : 30 euros
 Jean (75) : 1000 euros
 M. O. Fayel (69) : 20 euros
 M. Alain Schaffhauser (internet) : 10 euros
 Mme I. Quintin (76) : 5 euros
 Liaison Boris Vian (59) : 20 euros
 M. Anthony Franchemiche (internet) : 20 euros

TOTAL : 1552 euros

Merci !

Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire* !

Faites connaître notre journal autour de vous !

Lisez-le et faites-le lire !

Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages !

Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires !

Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du *Monde libertaire*

Vie de la **Fédération**

LA LIAISON FRESNES-ANTONY au Sud de Paris se développe et se transforme en groupe Fresnes-Antony. Vous pouvez contacter le groupe à l'adresse : fresnes-antony@federation-anarchiste.org ou bien par courrier à FA-RI, 145, rue Amelot 75011 Paris.

La Fédération anarchiste est désormais présente en Suisse francophone avec une nouvelle liaison à Saint-Imier. Vous pouvez la contacter à l'adresse : st-imier@federation-anarchiste.org ou par courrier à FA-RI, 145, rue Amelot 75011 Paris.

Vous pouvez consulter la liste régulièrement mise à jour des 68 groupes et 25 liaisons de la Fédération anarchiste sur son site web à l'adresse : <http://www.federation-anarchiste.org/>



On n'est pas **morts** !

NOUS AVONS LU avec intérêt l'excellente critique du livre *Wobblies & Hobos*, rédigée par le camarade André Bernard et publiée dans le numéro 1664 du *Monde libertaire*. Cependant, nous voulions signaler que, contrairement à ce que laisse suggérer l'article, les IWW existent toujours, et ce malgré l'effroyable répression de 1919.

Pour en savoir davantage sur nos actions présentes et nos idées, vous pouvez vous reporter aux sites internet suivants :

- www.iww.org (en anglais)
- <http://sitt.wordpress.com> (en français, Québec)

Monika Vykoukal et Guillaume Goutte
pour le groupe français des IWW



GRILLE DES PROGRAMMES

MISE À JOUR LE 19/06/11

Périodicité des émissions :

3 autre

1 bimensuelle
2 mensuelle

Sans indication : hebdomadaire

DIMANCHE

08h00 / **Goloss Truda, la voix du travail** : émission franco-russe

10h00 / **À partir de septembre / Jour de lessive anticlérical** : animée par les Libres Penseurs de l'ADI.PF

12h00 / **Folk à lier** : le magazine des musiques traditionnelles

14h00 / en alternance

1 **Tempête sur les planches** : actualité du théâtre et de la danse

2 **Symbiose** : le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique...

3 **Cris et murmures** : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam

15h30 / en alternance

1 **Chants, contrechants** : cinéma d'auteur(s) et chansons à texte(s)

2 **L'heure Stratocaster** : relecture et découverte du rock par des ados

3 **Des mots, une voix** : des mots, des auteurs

4 **La plume noire** : nos nouveautés éditoriales anarchistes

17h00 / **Le mélange** : musique et actualité du spectacle

18h30 / en alternance

1 **Échos et frémissements d'Irlande** : émission de l'association irlandaise

2 **Il y a de la fumée dans le poste** : émission du CIRC

20h30 / en alternance

1 **Détruire l'ennui** : anarcho punk et diy (dot it yourself)

2 **Les désaxés** : ciné en zone libre (1^{er} dimanche)

22h30 / en alternance

1 **Rudie's back in town** : les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville

2 **Seppuku** : musiques

00h00 / **Restons éveillés !!!**

LUNDI

09h00 / **Les enfants de Cayenne** : avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

11h00 / **Lundi matin** : infos et revue de presse

14h30 / **Ondes de choc** : magazine culturel, poésie, chansons et littérature

16h00 / en alternance

3 **Trous Noirs** : luttes sociales (1^{er}, 2^{es}, 4^{es} et 5^{es} lundis)

2 **Le Vivre Ensemble** : végétarisme et cause animale (3^e lundi)

18h00 / en alternance

1 **Les mangeux d' terre** : éco-libertaire (1^{er} lundi)

2 **Focus / 18h30** : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un invité musical pour un live en fin d'émission (2^e lundi)

3 **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé (3^e lundi du mois)

2 **Le vivre ensemble** : végétarisme et cause animale (4^e lundi du mois)

19h30 / **Le monde merveilleux du travail** : des syndicats de la CNT

21h00 / **Ça urge au bout de la scène** : actualité de la chanson

22h30 / **De la pente du carmel, la vue est magnifique** : comme son nom l'indique

MARDI

08h00 / **Le parisien libertaire** : actualité parisienne

10h00 / **Court-Circuit** : scènes philosophiques

11h00 / **Artracaille** : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 / **Wreck this mess** : cocktail de musiques radicales

14h30 / **L'idée anarchiste** : textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16h00 / en alternance

1 **Les amis d'Orwell** : émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus

2 **Un peu d'air frais** : écologie au quotidien

17h00 / **Des oreilles avec des trous (dédans)** : des fusiques molles pour fous les tous

18h00 / en alternance

1 **Ideaux et débats** : émission littéraire

2 **Pas de quartiers...** : ça se passe près de chez vous

19h30 / **Paroles d'associations** : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 / en alternance

3 **Radio libertaria** : émission de la CNT (1^{er}, 2^{es} et 4^{es} mardis)

2 **Émission spéciale** : sur un sujet d'actualité, antenne ouverte aux auditeurs (3^e mardi)

22h30 / **Ça booste sous les pavés** : musique, reportages, actu

00h30 / **For a few sixties more** : musique populaire des années 60

MERCREDI

08h00 / **La bibliothèque anarchiste** : textes anarchistes et débats d'idées

09h00 / **L'entonnir** : antipsychiatrie

10h30 / **Blues en liberté** : émission musicale blues

12h30 / **Sans toit ni loi** : émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 / **Le manège** : littérature, cinéma

16h00 / **Léo 38** : reggae et autres textes historiques ou actuels sur Micro-trottoirs (4^{es} et 5^{es} mercredis)

18h30 / **Femmes libres** : femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 / **Ras les murs** : actualité des luttes des prisonniers

22h30 / **Traffic** : musiques urbaines et livres propos

00h30 / **Les rendez-vous soniques** : le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live

JEUDI

10h00 / **Chronique hebdo** : analyse libertaire de l'actualité

12h00 / **De rimes et de notes** : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 / **Radio Cartable** : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / **Bibliomanie** : autour des livres

16h30 / **Petites annonces d'entraide**

18h00 / **Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / en alternance

3 **Cinéma en free style** : cinéma alternatif d'hier et d'aujourd'hui (1^{er}, 2^{es} et 4^{es} jeudis)

3 **Body freaks** : la radio trans, actu et débats trans (3^e jeudi)

20h30 / **Entre chiens et loups** : art, anarchie

22h00 / **Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

VENDREDI

08h00 / **Zulu for ever** : rap français des années 90

09h30 / **A las barricadas !** : Chroniques de la révolution espagnole

11h00 / **Zones d'attraction** : philosophie witz et performance

13h00 / **Place aux fous** : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 / **Les oreilles libres** : musiques engagées

16h00 / **À partir du 29 juillet Do you hack me ?** : les bidouilleurs du réel (4^e vendredi)

17h30 / en alternance

3 **Radio esperanto** : émission de l'association Sat-Amikaro

2 **Radio ZAM** : spécial esperanto jeunes

19h00 / **L'invité du vendredi**, c'est-à-dire en alternance :

2 **Des droits et des hommes** : émission de la Ligue des Droits de l'Homme

2 **L'antenne sociale** : autour des acteurs du social

3 **Raison présente** : émission de l'Union Rationaliste de France

2 **Trait d'union** : le mouvement des idées

21h00 / en alternance

1 **Offensive...** : libertaire et sociale

1 **La grenouille noire** : anarchisme et écologie

22h30 / en alternance

1 **Muzar** : autour de l'art contemporain

1 **Boi d'art...** : tu traces en alternance :

3 **Nuit Léo 38** (2^{es} et 4^{es} vendredis)

2 **Sure Shots** (1^{er} vendredi)

2 **SoundRadio** (3^e vendredi)

SAMEDI

08h00 / **Réveil hip-hop** : hip-hop

10h00 / **La philanthropie de l'ouvrier charpentier** : comme son nom ne l'indique pas

11h30 / **Chronique syndicale** : luttes et actualités sociales

13h30 / **Chroniques rebelles** : débats, dossiers et rencontres

15h30 / **Deux sous de scène** : le magazine de la chanson vivante

17h00 / en alternance

3 **Bulles noires** : BD et polar

3 **Bulles de rêve** : cinéma d'animation

19h00 / en alternance

1 **Tribuna latino-americana** : actualité politique de l'Amérique latine (1^{er} et 3^e samedis)

2 **Longtemps, je me suis couché de bonne heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma (2^e samedi)

2 **Contre-bandes** : Cinéma (4^e samedi)

21h00 / **Les nuits libertaires**, c'est-à-dire en alternance :

1 **Orpheus Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine

1 **Tormentor** : musiques alternatives

23h00 / en alternance

1 **Nuits off** : topologies sonores, rock et chroniques

1 **Hôtel paradoxo** : pratique de la poésie sonore et de la performance

En Ile-de-France : **89.4 MHz**
Et sur Internet, depuis
<http://r.federation-anarchiste.org>

145 rue Amelot - 75011 PARIS
Tél. : 01.48.05.34.08
Tél.studio 01 43 71 89 40

RADIO LIBERTAIRE

Salon du livre libertaire

Vendredi 11 mai
de 14 heures à 21 heures
Samedi 12 mai
de 10 heures à 20 heures
Dimanche 13 mai
de 10 heures à 16 heures

Salon du livre libertaire organisé par La librairie du Monde libertaire et Radio libertaire. On pourra y rencontrer une centaine d'éditeurs et autant d'auteurs. Au programme également: des débats, des expositions, des lectures, des animations et un pays invité: la Suisse.

Adresse: Espace d'animations des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple. L'entrée est à prix libre.

Renseignements:

Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Tél.: 01 48 05 34 08.

Courriel: livrelibertaire2012@sfr.fr.

Sur internet:

<http://salonlivrelibertaire.radio-libertaire.org/>

Vendredi 23 mars

Saint-Denis (93)

19h30. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Docu-Club, projection à prix libre. *L'enfant marchandise*: Grace, 16 ans, dans l'enfer du trottoir, film de Hubert Dubois (France 2007 - 54'). Nombreuses sont ces adolescentes nigérianes qui doivent tapiner pour payer la dette de leur voyage. En présence de Magali Fabre, chargée de projet ECPAT-France. Ecpat est une ONG qui lutte dans le monde entier contre l'exploitation sexuelle des enfants. Au local de la Dionysité, 4, place Paul Langevin à Saint-Denis. Métro ligne 13, Station Basilique-de-Saint-Denis.

Paris XI^e

19h30. Sébastien (collégien) et Milan (lycéen, animateur de Radio LAP sur Radio libertaire) viendront discuter avec vous de l'oppression sociale des enfants, autour de ce livre qu'ils ont lu et aimé: *Paracuellos*, de Carlos Gimenez. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Samedi 24 mars

Nantes (44)

Manifestation pour l'arrêt immédiat du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Trois cortèges pour rentrer dans la ville. Au Nord: Tracteurs, vélos: RV 12 heures Esplanade du Cardo; Piétons: RV 12h30 rond point de Rennes. À l'Est: Tracteurs, vélos: RV 12 heures à la Haluchère; Piétons: RV 12h30 rond point de Paris. Au Sud: Tracteurs, vélos, piétons: RV 12 heures à Pirmil. Manifestation dans le centre ville, départ: 13h30 Place du Pont Morand (près de la préfecture). Occupation place du cirque à partir de 15 heures. Rejoignez le cortège de la Fédération anarchiste!

Paris XI^e

16h30. Viendront à ce débat: Jean-Pierre Levaray pour *Tue ton patron, saison 2* (éditions Libertalia) et *C'est quoi ce travail!* éditions Chant d'orties, et Erik pour l'album BD *Tue ton patron*. À La Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Villeurbanne (69)

17 heures. Projection de *Comme l'abeille qui fait tourner la Terre*, documentaire de Hitomi Kamanaka qui aborde l'indépendance énergétique en Suède et au Japon. À Iwaishima, petite Île du Sud-Ouest du Japon, les habitants ont passés les plus que trente dernières années à s'opposer à la construction d'une centrale nucléaire. Entre temps, la Suède a renoncé à l'énergie issue du pétrole et du nucléaire, et poursuit l'utilisation des énergies renouvelables. Au Centre Factory, 26, rue Emile Decorps, 69100 Villeurbanne. Métro A, arrêt Cusset, Tram T3, arrêt Gare-de-Villeurbanne, Bus C3, arrêt Cyprien Léon-Blum. Prenez la rue Pierre-Baratin, puis la rue Emile-Decorps, à proximité de Studio24.

Dimanche 25 mars

Saint-Marcellin (38)

19h30. Dans le cadre du Salon du livre Résistance(s), le groupe La Rue rûle de la Fédération anarchiste, en partenariat avec le Collectif associatif de Saint-Marcellin et la Confédération paysanne de l'Isère vous invite à une projection du film *Tous au Larzac*. Le film sera suivi d'un débat avec deux militants de l'époque, retraités de la Confédération paysanne. Cinéma le Méliès. PAF: 4 euros. Contact: larverale@no-log.org/<http://vercors-libertaire.blogspot.fr>

Mardi 27 mars

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: «Le nucléaire». Quatrième rencontre-débat: «Sortir de la société nucléaire. Liens entre le nucléaire et le capitalisme.» Propositions pour sortir du nucléaire, se réapproprier les choix énergétiques, confronter besoins réels et moyens de production par l'autogestion et le fédéralisme libertaire. Présentation par deux militants de la Fédération anarchiste, Guillaume Leturgie (Criirad) et Serge Aumeunier. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 29 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra, à la Bibliothèque sociale, Evelyn Mesquida et Serge Utgé Royo pour l'ouvrage *La Nueve, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche-Midi, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Samedi 31 mars

Rouen (76)

14h30. Vidéo-débat (avec la participation du DAL) autour du film de Christophe Coello Squat, *la ville est à nous*. Entrée libre. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Saint-Gobain (02)

20 heures. En prélude au Festival Bobines rebelles du lendemain, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste, l'association Gaïa et le collectif Anti-OGM de Picardie vous invitent à la projection de *Small is beautiful* d'Agnès Fouilleux et au débat qui suivra. Table de presse. Buvette. Entrée à prix libre. Cinéma l'Ermitage, 6, rue Simon.

Dimanche 1^{er} avril

Saint-Gobain (02)

Deuxième édition du Festival du documentaire politique et social Bobines Rebelles au cinéma l'Ermitage, 6, rue Simon. 9 films et 5 débats autour des thèmes de la mondialisation de l'agriculture, de l'anarchisme en actes et de la critique des médias, ainsi qu'un clin d'œil aux cinquante ans de l'Union pacifiste. Projection en avant deuxième mondiale, du dernier film de Pierre Carles Juppé, *DSK, Hollande, etc.* en présence de Julien Brygo co-réalisateur du film. Participeront également au Festival, Bernard Baissat (réalisateur), Pierre Rimbert (journaliste au *Monde Diplomatique*) et des représentants d'alternatives en actes.

FÊTE DU LIVRE

SAMEDI 7 AVRIL
À PARTIR DE 13 HEURES

À LA CNT, 33 RUE DES VIGNOLES, PARIS 20^E
MÉTRO AVRON OU BUZENVAL



ÉDITIONS
CNT RP

DES CENTAINES DE LIVRES
NEUFS ET D'OCCASION